

**LE FASCISTE POPULISTE ET
L'INTELLECTUEL ORGANIQUE**
**Du proto-socialisme constitutionnel
de Weimar à la constitution de la
Résistance**

THE POPULIST FASCIST AND THE ORGANIC INTELLECTUAL
From the constitutional proto-socialism of Weimar to the Résistance
constitution

DESC
DIREITO, ECONOMIA &
SOCIEDADE CONTEMPORÂNEA

LE FASCISTE POPULISTE ET L'INTELLECTUEL ORGANIQUE

Du proto-socialisme constitutionnel de Weimar à la constitution de la Résistance

THE POPULIST FASCIST AND THE ORGANIC INTELLECTUAL

From the constitutional proto-socialism of Weimar to the Résistance constitution

Alessia Magliacane

Centre Georg Simmel, École des hautes études en sciences sociales

alessiamagliacane@gmail.com

lattes.cnpq.br/3133745443378153

Résumé: Les expériences constitutionnelles du siècle dernier contiennent un noyau de droits sociaux qui caractérisent les deux grandes constitutions d'après-guerre (Weimar 1919, italien 1946-1948), mais aussi la constitution de la république sociale post-fasciste de 1943, et en général la théorie de l'état organique fasciste. Par la critique des imperfections du proto-socialisme weimarien et des ambiguïtés du populisme fasciste, développées par les chercheurs allemands et l'école de Francfort, cet essai tente de repositionner l'interprétation Gramscienne de l'État comme étant essentiellement autoritaire et fondamentalement totalitaire (qui est le fascisme). En faveur d'une vision organique d'une nouvelle totalité éthique et politique qui est précisément la révolution (qui, dans le cas de Gramsci et de la guerre de libération italienne, est la Résistance).

Mots clés: Fascisme, proto-socialisme, constitution.

Abstract: The constitutional experiences of the last century contain a core of social rights that characterize the two great post-war constitutions (Weimar 1919, Italian 1946-1948), but also the constitution of the post-fascist social republic of 1943 and in general the theory of the fascist organic state. By criticizing the imperfections of Weimarist proto-socialism and the ambiguities of fascist populism, as proposed by German researchers and the Frankfurt School, this essay attempts to reposition the Gramscian interpretation of the state as essentially authoritarian and fundamentally totalitarian (which is fascism). In favor of an organic vision of a new ethical and political totality which is precisely the revolution (which, in the case of Gramsci and the Italian liberation war, is the Resistance).

Keywords: Fascism, proto-socialism, constitution.

Un aspect fondamental des conditions totalitaires et autoritaires est la polarisation de la psychologie sociale, de la psychologie de masse, de la psychanalyse des masses.¹

Pour comprendre comment un « facteur subjectif de l'histoire » tel que l'idéologie fasciste ait pu devenir une force matérielle, même si constitutivement provisoire – étant données les caractéristiques de la classe moyenne: ni conservatrice ni révolutionnaire, mais réactionnaire –, le niveau socio-économique et celui de la structure caractérielle doivent être tenus séparés si l'on veut créer de nouvelles praxis en lieu d'une compréhension réactionnaire de l'« ontologie de l'être social » en tant que conséquence d'une vision orthodoxe et vulgaire du matérialisme historique.²

Dans l'application du matérialisme historique aux nouveaux phénomènes, selon le célèbre exemple reporté par Wilhelm Reich dans son *Psychologie de masse du fascisme*, une psychologie réactionnaire essaiera d'expliquer par des motifs irrationnels tels que la « psychose de masse » cette même action de la grève ou du vol là où la question se pose au niveau « sexo-économique ».³ Car la psychologie de masse commence à enquêter lorsque l'explication socio-économique a échoué à cause du poids des *contradictions*, de toutes les contradictions qui écrasent la masse des individus subjugués par des années de patriarcat et qui adhère à une idéologie contraire à la possibilité d'émancipation des conditions de misère socio-économique où elle se trouve.

L'interdiction du fait primaire, par une norme que nous ne pouvons pas définir encore comme « norme » mais comme un *interdit*⁴, dans les termes d'une psychologie de masse parricide et aristocraticide, s'identifie avec un corps dans lequel aliéner sa propre (même collective) structure psychique. Jusqu'à la soudure, dirons-nous, entre mouvement et parti dans la figure (psychologique) du Duce-*Führer* et de son identification avec l'Etat telle que nous la retrouvons dans le parcours académique du juriste nazi, Carl Schmitt.⁵

L'antidote trouvé par Schmitt à la « totalité parcellisée », c'est-à-dire à un *total Staat* «

1 Nous avons déjà avancé ailleurs l'hypothèse de travail que la conscience de classe pourrait correspondre à la psychanalyse, comment elle s'est développée autour des années 1917-1925, à savoir avant que la mort de Lénine ne congèle les élans révolutionnaires et émancipatoires incarnés notamment par Fenichel, Ferenczi, Reich, Sabina Spielrein et en général la « gauche freudienne ». Voir MAGLIACANE, *Imago of Revolution* [2015].

2 Ce que, par exemple, Otto Fenichel reprochait constamment aux psychanalystes communistes émigrés aux Etats-Unis dans les années 1920, que de faire de la sociologie et non de la psychanalyse. Il s'adressait notamment à Franz Alexander, Erich Fromm, Karen Horney.

3 En s'interrogeant à savoir sur les raisons pour lesquelles les masses *ne font pas* la grève et *ne volent pas* tous les jours! C'est l'exemple cité également par Gilles Deleuze et Félix Guattari dans leur « Anti-Œdipe » (1972).

4 Voir aussi notre MAGLIACANE, *Pendu comme un porc* [2012].

5 Nous nous référons évidemment au célèbre essai de SCHMITT, *Staat, Bewegung, Volk. Die Dreigliederung der politischen Einheit* de 1933, où l'auteur affirme que l'unité politique de l'Etat actuel, après l'avènement en pleine légalité d'Hitler au pouvoir, est l'unité de trois parties: Etat, mouvement, peuple. La deuxième partie, le mouvement (*Bewegung*), ayant le rôle effectif de barycentre, est désigné par Schmitt ici comme synonyme presque du parti. En effet, un parti tenant toutes les couches du peuple mais fermé en soi et hiérarchiquement dirigé; parti qui est le corps politique dans lequel le mouvement trouve sa forme particulière. La position analytique de Schmitt est importante aussi parce qu'il suppose constamment un élément psychologique à la base de la validité juridique des normes. Le sujet doit en d'autres termes effectuer tant une « opération » cognitive (à savoir: il doit « reconnaître » le fait en tant que norme) qu'un choix éthique-politique (à savoir: il doit « adhérer » ou bien « refuser »).

par faiblesse », incapable de produire une unité politique et décisionnelle à cause du pluralisme social, est « l'Etat total par intensité », dans le sens « de la qualité et de l'énergie ». Un Etat fort, capable de distinguer l'ami de l'ennemi, selon des bien connues formulations, d'empêcher que des forces destructives antiétatiques se forment en son intérieur, est invoqué pour redonner dignité et autonomie au politique, afin de réorganiser l'apparat étatique en termes décisionnels et de représentativité authentique. D'où la nécessité pour le *totaler Staat* (non plus *total*, notamment depuis les écrits de 1933 jusqu'à 1937, après la prise de pouvoir de Hitler) de combattre avec efficacité la « totalité par faiblesse » de l'Etat pluraliste proie des partis politiques (incarné par Weimar), en reconnaissant au Chef une légitimité politique qui en dérive par l'être en relation avec une « communauté » de peuple. De cette valorisation de la totalité dans un sens substantiel, il commence à se configurer un « droit naturel communautaire » par lequel l'Etat est lui aussi l'expression secondaire de l'unité primaire du peuple: *Der totaler Staat* de Forsthoff arrive jusqu'à valoriser une forme politique « post-étatique ».

La position critique de Franz Neumann et Otto Kirchheimer, qui est à la fois défensive du droit rationnel et critique de la rationalisation, se situe précisément dans l'espace ouvert par la non-coïncidence du pouvoir et du droit, permettant de complexifier la saisie du rapport systémique ou matérialiste entre base et superstructure dans l'analyse du national-socialisme et la querelle autour du capitalisme d'Etat.⁶

Les fortes chances euristiques de l'analyse développée par les juristes socialistes de Weimar résident dans la possibilité de « voir » la position des sujets face aux transformations dans les modes d'exercice de l'autorité (nous dirons de la « norme-état »),⁷ afin d'articuler leur position en tant que sujets *de* ou *du* droit. Et cela a été rendu possible en premier lieu par l'opposition entre souveraineté et droit à partir de laquelle Habermas lui-même a formulé un nouveau paradigme du droit, le paradigme procédural,⁸ récupérant la richesse sociologique de la relation entre *factum* et *ius*, mais sacrifiant, peut-être, l'immersion bénéfique de la matière juridique dans la complexité historique selon le syncrétisme méthodologique proposé par Herman Heller pour combler la grave fracture ouverte entre droit et réalité.⁹

6 « Querelle » déclenchée à l'occasion d'un cycle de conférences données par l'Institut de recherches en sciences sociales en novembre et décembre 1941 à l'Université de Columbia, à la suite de la thèse de Friedrich Pollock défendant une conception du fascisme comme « capitalisme d'Etat », ce qui implique de savoir de quelle nature est l'ordre ou le système national-socialiste, s'il est nouveau et avec quelles catégories on peut le comprendre et le combattre. Les textes de cette discussion ont pour l'essentiel été publiés dans la *Zeitschrift*. A ce propos, dans la mesure où il tente de répondre à ces questions, nous le verrons dans le paragraphe suivant, sont très intéressants les cours donnés par le leader communiste italien, Palmiro Togliatti, pendant sa permanence en Union soviétique, et publiés seulement en 2010: voir TOGLIATTI, *Corso sugli avversari. Lezioni sul fascismo* [1935, 2010].

7 MAGLIACANE – RUBINO, *Forme e crisi della norma-stato* [2009].

8 HABERMAS, *Droit et démocratie* [1992, 1997]. Par ailleurs, dans *Student un Politick* (1958) Habermas théorise pour la première fois la question de la démocratie dans le contexte de l'analyse de la phase libérale du capitalisme par opposition à la phase monopolistique, reprenant notamment les critiques formulées par Neumann et par Kirchheimer sur la soi-disant neutralité de l'Etat libéral. Voir HABERMAS, *L'espace public* [1962, 1988].

9 Voir ci-dessous. Il convient aussi d'ajouter que le sujet que Hans Kelsen nous offre en tant que sujet *de/du* droit est le même sujet

Il s'agit d'analyser les formes de régression-domination ainsi que leurs articulations avec les formes (donc également imaginaires) d'émancipation politique. Ce type de programme scientifique nous conduit, en premier lieu, évidemment au freudo-marxisme d'un Reich, Fromm et Marcuse, mais, dans le cadre des recherches interdisciplinaires de l'École de Francfort, également à l'analyse du droit en tant qu'une des « régions culturelles »¹⁰ que la philosophie sociale prend comme objet. Corrélativement, grâce aux outils freudiens mobilisés, la question posée par Reich, Fromm, Horkheimer et Adorno, à savoir celle de la soumission des dominés « apparemment sans résistance », devient une question centrale pour Kirchheimer et, surtout, pour Neumann.¹¹

1. L'Etat autoritaire dans la vision des juristes de la gauche weimarienne: une comparaison avec l'Etat fasciste interprété par Togliatti à Moscou

L'Etat fasciste républicain se vit contraint par sa propre faiblesse à régresser vers d'anciennes formes d'ostentation de la capacité de punir. Le fascisme sanglant et violent est donc *repubblichino*.¹² Il s'agit d'une reprise de « la splendeur des supplices » dont parlait Michel Foucault dans son *Surveiller et punir* (1975) à propos de l'Ancien Régime. Ce qui nous permet

errant dans les régions de frontière de la compréhension de soi-même *par* soi-même: là où la compréhension libre du sujet peut se réaliser uniquement (et bien évidemment!) si le sujet viole l'ordre juridique. D'où le scandale ultérieur du pouvoir: celui qui exerce le pouvoir ne peut le violer, et donc il n'est pas sujet *de* droit, mais uniquement *du* droit. Ce qui nous amène à considérer sans doute les époques des monarchies comme époques dépourvues de droit (et des droits), et la logique de l'Etat autoritaire comme cette forme de régression/ domination que nous pouvons dénommer, en accord avec le Derrida du Séminaire *La bête et le souverain*, de la « *lieutenance* divine ». DERRIDA, *Séminaire La bête et le souverain* [2001-2002, 2008: 86]. « Le *topos* approprié de la *topolitique* de cette souveraineté humaine est bien celui d'une autorité sujette, assujettie, soumise et sous-jacente à la souveraineté divine ».

10 Voir HORKHEIMER, *Théorie traditionnelle et théorie critique* [1937, 1974]. C'est là que réside peut-être l'une des différences majeures entre Max Horkheimer et Theodor W. Adorno: face au couple domination/ émancipation, le premier associe la politique à la domination, tandis que le second parvient quant à lui à les dissocier pour associer la politique à l'émancipation.

11 Dans *Béhémoth* (1942), ce qui frappe le plus encore aujourd'hui en le lisant, comme le souligne Enzo Traverso, c'est son approche interdisciplinaire où, chose la plus importante, ces sources de la méthode de Neumann s'intègrent dans le livre à l'aide d'une approche historique qui ne se limite pas à analyser les structures et les modes de fonctionnement du système du pouvoir nazi mais en retrace la genèse et l'évolution, en partant de l'effondrement de Weimar pour remonter jusqu'aux tendances profondes du nationalisme et de l'impérialisme allemands. Selon Traverso, ces composantes étaient au moins quatre: le marxisme, la sociologie wébérienne, une formation juridique solide et, plus marginale mais non négligeable, la psychanalyse: « Au marxisme, Neumann reprenait essentiellement la critique du capitalisme comme système économique intrinsèquement lié à la concurrence des capitaux et aux conflits de classe. Max Weber lui offrait un modèle pour analyser le rationalisme bureaucratique moderne et la domination charismatique. De la pensée juridique, il dégagait une vision du totalitarisme comme antithèse de la démocratie et de l'Etat de droit. Enfin, il utilisait la psychanalyse – absente de sa bibliographie où ni Sigmund Freud, ni Erich Fromm, ni Wilhelm Reich ni même les études sur l'autorité et la famille publiées par l'école de Francfort en 1936 ne sont citées – afin d'étudier l'ancrage de masse du fascisme; il présentait ainsi le caractère 'sodomasochiste' comme fondement de la communauté nationale idéalisée par le nazisme ». TRAVERSO, *Le totalitarisme. Jalons pour l'histoire d'un débat* [2001: 41]. Ce qui rend évident l'héritage de Gross sur la conception de l'Etat comme symbologie de l'homosexualité secondaire, répressive et artificielle puis reprise et développée dans le *Massenpsychologie des Faschismus* en 1933 par Wilhelm Reich qui concluait que la fraternité masculine violente du fascisme des débuts était le produit de la répression sexuelle. La dimension psychanalytique des rapports politiques est ensuite prise en compte par Franz Neumann notamment dans l'article *Anxiety and Politics* (1954), dans NEUMANN, *The Democratic and the Authoritarian State* [1957: 270-300], où le juriste examine la combinaison entre aliénation psychologique, sociale et politique et le rôle de l'angoisse dans un système politique répressif.

12 La RSI introduisit la pratique des exécutions publiques et des cadavres des pendus et des fusillés exposés longtemps sur place. Comme l'écrit Sergio Luzzatto à propos de l'irruption de la bio-politique dans l'horizon culturel de l'après-guerre européenne, et plus spécifiquement dans le contexte italien où, par ailleurs, les issues plus profondes du « spectacle de la mort » sont à rechercher dans le choix même du fascisme de fonder sur la tragédie de la Grande Guerre les bases de sa propre légitimation historique et de son programme politique: « La pubblica esibizione dei corpi degli impiccati e dei fucilati è stata praticata dai militi della RSI come *forma estrema di controllo della piazza italiana*, la forma più muta eppure la plus parlante possible; gli uncini da macellaio hanno utilmente servito alla bisogna, come strumento di degradazione degli uomini a bestie. Né si trattava di una novità: i fascisti avevano provato a sperimentare gli effetti di una scenografia funéraire già sugli indigeni delle colonie africane ». LUZZATTO, *Il corpo del duce* [1998, 2011: 75-76].

de rejoindre la conclusion du juriste socialiste de Weimar, Franz Neumann, dans son article de 1937 paru dans la revue de l'Institut de recherches en sciences sociales, *Funktionswandel des Gesetzes*, à savoir que le droit de l'Etat autoritaire n'a pas de caractère juridique, si l'on entend par là un système de normes qui se distingue de la volonté du souverain: l'autorité s'est en effet transformée pour devenir « pur et simple commandement du chef »¹³. Pourtant, il n'y a pas monopole de l'autorité dans le national-socialisme; ce qui permet d'expliquer du même coup la coexistence paradoxale « d'un fonctionnement très productif de l'industrie et de la mise en place de la terreur dans le national-socialisme »¹⁴.

L'idéologie du national-socialisme change constamment, observe Neumann:

Elle comporte incontestablement des croyances magiques – l'adoration du chef, la suprématie de la race des maîtres – mais n'est pas présentée dans une série de déclarations catégorielles et dogmatiques.¹⁵

Il s'agit d'un trait distinctif de la relation particulière qu'entretient le fascisme avec son idéologie, tout en la proclamant essentielle, alors qu'elle était par ailleurs amendée et violée pour les besoins de la cause.¹⁶ C'est pourquoi, pour Neumann, le national-socialisme ne dépasse pas les *contradictions* (ce qui peut ressortir de la lecture de Pollock), mais il est caractérisé par un antagonisme entre différents pouvoirs masquant ces contradictions. C'est bien la structure économique qui a conduit à l'impasse de la République de Weimar, structure qui exigeait une organisation politique du type de celle du national-socialisme. Mais les buts économiques n'auraient pu « être ni réalisés ni préservés sans un pouvoir politique totalitaire »¹⁷.

Pour ce qui concerne l'Italie, Palmiro Togliatti en exil à Moscou, avait déjà exposé en 1927 ses considérations sur la « difficulté à distinguer le fascisme de l'Etat » et avait souligné que son intervention dans l'économie, tantôt pour son extension, tantôt pour ses formes, était telle que le fascisme constituait maintenant une forme politique nouvelle et originale. Cela

13 NEUMANN, *Der Funktionswandel des Gesetzes im Recht der bürgerlichen Gesellschaft* [1937: 542-596]. Posant également à la fin de *Béhémoth* la question de savoir si le système national-socialiste « mérite le nom de droit », Neumann répond: « Oui, si le droit n'est que la volonté du souverain; mais certainement pas si le droit, à l'inverse de la volonté du souverain, doit être rationnel dans sa forme et dans son contenu ». NEUMANN, *Béhémoth* [1942, 1987: 428].

14 GENEL, *Droit et politique dans la critique de la domination* [2009: 49].

15 NEUMANN, *Béhémoth* [1942, 1987: 202].

16 Or, la distinction prônée par Friedrich Pollock entre un capitalisme d'Etat « autoritaire » et une variante « démocratique » contredisait l'idée que la crise était surmontable sous une autre forme, en plaçant des doutes à l'égard de l'avènement du socialisme. Ainsi POLLOCK, *State Capitalism: its possibilities and limitations* [1941, 1980: 200-225] et *Is National Socialism a New Order?* [1941, 1980: 440-455]. Neumann et Kirchheimer y opposent une vision moins « pessimiste » découlant de la description d'une situation dans laquelle « les contradictions du capitalisme sont à l'œuvre (...) à un niveau supérieur et donc plus dangereux, bien qu'elles soient occultées par un appareil bureaucratique et par l'idéologie de la communauté populaire ». Si le capitalisme d'Etat est une « contradiction dans les termes », c'est qu'un Etat tel que celui décrit par Pollock n'a plus rien de capitaliste, mais serait un système politique de domination, qu'il faudrait donc « décrire en termes politiques et non économiques ». Voir NEUMANN, *Béhémoth* [1942, 1987: -216-219].

17 NEUMANN, *Béhémoth* [1942, 1987: 333]. A certains égards, donc, Neumann et Kirchheimer mettraient en œuvre un marxisme plus orthodoxe. Il s'agit d'une analyse qui ne fait pas du fascisme l'issue inévitable de la crise, tout aussi inéluctable, de la surproduction capitaliste.

posait la question de l'interprétation de la phase ouverte par la « crise Matteotti » (juin 1924 – janvier 1925), car, contrairement à toutes les prévisions, il y avait eu le dépassement de la crise et même un renforcement et une stabilisation du régime fasciste: quelle était donc la racine de la forme d'Etat en train de pousser en Italie? Les *Thèses de Lyon*, élaborées avec Gramsci, assignaient au fascisme un rôle important mais non central puisque, bien qu'au début de l'année le gouvernement ait dépassé la crise Matteotti, il existait encore trop d'éléments de contraste permettant de considérer le gouvernement fasciste comme étant déjà bien établi.

Le « mouvement » fasciste, qui agissait déjà comme l'instrument d'une oligarchie industrielle et agraire, n'avait pas encore réalisé « l'unité organique de la bourgeoisie »: le mouvement ouvrier étant vaincu, opérantes et pas entièrement absorbées, les tendances réformistes étaient demeurées fidèles « à la solution giolittienne du problème de l'Etat ». Les enjeux pour l'édification du régime concernaient les conflits internes à la classe des dirigeants, et l'année 1926 aurait été décisive pour une telle fin. Pour le reste, les thèses pour le III Congrès communiste confirmaient le caractère dual du fascisme, tout en clarifiant à travers une anticipation de la stratégie mussolinienne et de la tendance intrinsèque du fascisme à la guerre, le thème du « pouvoir politique totalitaire »¹⁸.

La discussion autour de l'interprétation du fascisme connaît un développement intense dans la revue fondée par Togliatti à Paris, *Stato operaio*. Deux interventions retiennent ici notre attention: l'une signée Piero Sraffa, l'autre, Ignazio Silone. La première contribution souligne l'autonomie politique désormais acquise par le gouvernement fasciste mettant « volontairement » en œuvre une politique contraire aux intérêts des financiers et des industriels. Ce qui nous montrerait alors les erreurs d'une analyse politique qui recherchait un lien « immédiat » entre les intérêts de la bourgeoisie et l'activité de gouvernement. La seconde soulignant la modalité spécifique par laquelle on en était arrivé à la recomposition politique, à savoir par une crise du fascisme qui s'était développée dans un seul grand conflit intérieur entre bourgeoisie et petite bourgeoisie dont l'issue (la victoire de la ligne Federzoni sur celle de Farinacci) passait par la recomposition des rapports de pouvoir où la bourgeoisie gagnait sur les pulsions radicales et petit-bourgeois qui avaient engendré le mouvement. La détermination du double caractère du fascisme – être un véritable mouvement social en même temps qu'un outil de la restauration du pouvoir bourgeois – permettait donc de saisir et d'interpréter les tensions internes au parti successives à la formation du gouvernement Mussolini.¹⁹ Le fascisme avait gagné avec le soutien

18 « Alla tattica degli accordi e dei compromessi esso [le fascisme] sostituisce il proposito di realizzare una unità organica di tutte le forze della borghesia in un solo organismo politico sotto il controllo di una unica centrale che dovrebbe dirigere insieme il partito, il governo e lo Stato ». GRAMSCI, *La costruzione del partito comunista 1923-1926* [1924, 1971: 496]. Sur les rapports entre Gramsci et Togliatti, et sur le développement personnel et créatif de la base gramscienne par Togliatti, BISCIONE *Togliatti, il fascismo, la guerra civile europea* [2010] et notre MAGLIACANE, *Emanciper la bourgeoisie! Le marxisme malchanceux de Gramsci e Gobetti* [2016].

19 La valeur de la « distinction en phases », d'un côté, et de la recherche interdisciplinaire de l'autre, devient désormais évidente même dans l'analyse des développements des institutions politiques-juridiques du régime fasciste. Voir CALAMANDREI – CASSESE –

de celle que nous pourrions appeler *lato sensu* « bourgeoisie », mais son corps militant était soutenu et agité « par la conception utopique que la petite-bourgeoise puisse aller au pouvoir et dicter les lois au prolétariat et à la bourgeoisie »²⁰.

Le fascisme ne naissait donc pas « totalitaire » justement en ce sens qu'à l'origine de l'idéologie fasciste, il n'y avait pas de traits étatiques autoritaires, non plus hégémoniques, sinon ceux d'un « libéralisme anarchique » (protestation contre l'Etat intervenant dans la sphère privée, etc.). Le « scénario » du changement étant alors constitué par la nécessité de la renégociation du mandat reçu par Mussolini en octobre 1922, imposée par l'assassinat du député socialiste ;²¹ un mandat qui à l'origine n'était pas de fonder une dictature personnelle ou de parti²² quant plutôt de « contenir » une situation (économique, notamment) sous plusieurs aspects hors contrôle, pour laquelle les institutions démocratiques libérales se révélèrent totalement inadéquates. La réponse de Mussolini fut en effet double: dans la brève période, elle sembla favoriser la mobilisation du fascisme révolutionnaire ou militant, pour ne pas réaliser la « révolution fasciste » mais plutôt pour marchander un nouvel aménagement du pouvoir dont le PNF, renouvelé dans les stratégies et les hommes, allait faire partie de manière fixe et centrale.²³ La « solution Federzoni » apparaît donc comme la tentative de modifier radicalement la composition sociale du PNF par l'accès à la « vraie bourgeoisie », aux fonctionnaires de l'Etat et aux organes paratatiques, expulsant à large échelle le plus grand nombre possible de fascistes de la « première heure », et finalement consentant au fascisme de se présenter comme la réalisation de l'unité

UNGARI, *Il regime fascista* [1974]. Cette perspective dynamique et articulée n'a pourtant pas impliqué dans les recherches les plus récentes la renonciation au thème central du rapport entre fascisme et société italienne. Voir QUAZZA, *Storia del fascismo e storia d'Italia* [1973: 5].

20 TOGLIATTI, *Corso sugli avversari* [1935, 2010: 29].

21 Autour du corps mort de Mussolini, et ses intersections entre fascisme, antifascisme et postfascisme, Sergio Luzzatto nous montre à quel point le « Duce » commence à mourir par la découverte du cadavre mutilé du député socialiste Giacomo Matteotti. Voir le premier chapitre, « Corporale », dans LUZZATTO, *Il corpo del duce* [1998, 2011].

22 Sur ce point voir le chapitre « L'exercice du pouvoir » dans PAXTON, *Le fascisme en action* [2004], où est soulignée la nature composite du « règne fasciste », l'Etat double et le dynamisme protéen dans ses déclinaisons en « la guérilla conservateurs-fascistes », la « guérilla leader-parti », « la guérilla parti-Etat » en Allemagne et en Italie. Fondamentale la réflexion de Hermann Heller sur la superposition à œuvre des plus grands idéologues de l'idéologie fasciste entre théorie organique et théorie positiviste car favorisant la comparaison ambiguë et naïve entre « Etat fasciste » et « gouvernement fasciste ». La conception fasciste de l'Etat apparaît en réalité aux yeux du juriste allemand tout le contraire de la théorie organique de l'Etat de matrice allemande; d'où la fausse considération, par exemple chez Gentile, du régime fasciste comme la réalisation effective de l'Etat libéral, bien qu'en réalité, pour le même auteur, note Heller, « l'individu est libre si et seulement s'il sent l'intérêt général comme le sien et veut le réaliser comme volonté générale ». HELLER, *L'Europa e il fascismo* [1931, 1987: 93]. D'où aussi, la définition que Heller donne du fascisme comme « dictature formelle » et qui « selon les opportunités » pouvait devenir « négation de l'Etat ou sa déification, socialisme ou capitalisme, syndicalisme ou centralisme, catholicisme ou paganisme » (HELLER, 1987: 107-108). Sur les limites de cette interprétation qui n'arrive pas à saisir les transformations des structures économiques et sociales et donc la « nécessité » des transformations inhérentes au mouvement fasciste dès l'origine jusqu'au tournant de la crise Matteotti, voir le long et riche essai introductif de Carlo Amirante. « In definitiva quindi Heller anche se mette al primo posto l'obiettivo di *delegittimare il regime fascista come terza via*, come alternativa plausibile allo stato capitalista e allo stato socialista, riesce a demistificare, con argomenti tuttora validi, anche alcuni dei miti fascisti ad esempio quelli di uno stato anticlericale, anticapitalista, dalle "mani pulite", al di sopra delle classi, etc. ». AMIRANTE, *Premessa* à Heller, *L'Europa e il fascismo* [1931, 1987: 14]. Sur les « mythes fascistes » pour leur importance et pour le contrôle idéologique des masses, voir SERRA, *Sui miti fascisti e la crisi storica dell'umanesimo borghese negli anni trenta* [1983: 577 et ss.].

23 Il faut dire que Heller comprend bien, dans son *Europa und Fascismus* (1931), que l'option nationaliste permet au fascisme la conquête d'une élite intellectuelle qui lui manquait, « représentée par des noms comme Federzoni, Rocco, Forges-Davanzati, Sighele et autres », donnant ainsi au « parti un programme présentable » qui « pouvait se référer à des noms tels que Machiavelli, De Maistre, Hegel, Maurras ». Voir HELLER, *L'Europa e il fascismo* [1931, 1987: 87].

politique de la bourgeoisie et en même temps le constructeur d'un nouveau type d'Etat, en tant qu'émanation directe de la classe dominante.

A travers un parcours ni linéaire, ni direct, ni planifié, ni prévisible, le fascisme avait donc obtenu le monopole de la représentation politique, voire un consentement découlant d'une hégémonie, ce que Gramsci appelle « la direction intellectuelle et morale » exercée par le groupe dominant et « l'orientation imprimée à la vie sociale par le groupe fondamental dominant ». A savoir: même une hégémonie bourgeoise n'est pas automatique, comme le souligne Eric Hobsbawm de l'apport théorique du dirigeant communiste italien, mais réalisée à travers une action et une organisation politiques conscientes. Si la destruction et/ou l'absorption des autres forces politiques originaires opposées lui furent essentiels, la victoire de la bourgeoisie dans le PNF poussait vers la superposition et l'identification de parti et Etat: une sorte de *nationalisation* du parti²⁴, avec la conséquence (elle-même double) de la constitution du régime, d'un côté – abolition des partis, des libertés, syndicat unique, etc. –, et de la redéfinition de l'« intérêt général » qui pouvait entrer en conflit avec des intérêts bourgeois particuliers, de l'autre. Ce n'est donc pas un hasard si pour empêcher les formations politiques concurrentes d'intercepter le mécontentement des masses petit-bourgeoises déjà encadrées dans le fascisme, celui-ci avait déchaîné sa première dure répression contre celles-là (par exemple, le parti réformiste avait été « légalement » dissous avant même le Parti communiste), ce qui accentuait d'ailleurs la « contradiction fondamentale » entre les composantes d'un fascisme contraint de faire subir à sa structure et à sa composition sociale une transformation assez rapide, générale, profonde.

2. Etat autoritaire, totalitaire, corporatiste, et social-démocratie (suivi d'une variante de l'interprétation: l'État « double »)

Un corollaire de cette affirmation est le suivant: seule la tension entre la sphère de la nécessité sociale et la justice pouvait fonder le droit de façon critique. Il y a de toute évidence ici, tout comme dans l'analyse de Togliatti du fascisme ayant donné vie au premier modèle « efficace » de parti réactionnaire de masse, l'écho des écrits méthodologiques (sur l'Etat, la doctrine de l'Etat et les sciences de l'Etat) et de l'analyse historique de la République de Weimar et de l'Etat social chez un autre auteur et juriste important sous Weimar, Hermann Heller. En effet, le jugement que Heller formule en définitive sur le fascisme et qui guide son analyse accomplie autour du thème des rapports « droit-état-fascisme », développée notamment dans

24 Il est évident qu'une classe dominante ne s'appuie pas seulement sur un pouvoir coercitif et une autorité coercitive, mais sur la conception de l'Etat en tant qu'équilibre entre institutions coercitives et institutions hégémoniques, ou en tant qu'unité des deux. Ces considérations reflètent également la centralité du corps du leader qui en constitue l'essence de son autorité. Voir LEVINAS, *Quelques réflexions sur la philosophie de l'hitlérisme* [1934, 1997]). Plus encore que dans l'Allemagne du Troisième Reich, dans l'Italie du régime fasciste, le corps du dictateur fonctionnait comme un *instrumentum regni*: grâce à la voix de Mussolini orateur, naturellement, mais grâce aussi à un système de communication non verbal. Voir GOLINO, *Parola di Duce* [1994: 17] et RUNCINI, *La parola e il gesto dal futurismo al fascismo* [2009].

Europa und Fascismus de 1931, est que le fascisme représente « une réponse erronée » à des exigences réelles telles que l'unité nationale, la pacification des classes, la construction d'un Etat fort et démocratique capable de gouverner l'économie. Une réponse qui à partir des années 1920 constitue une conséquence douloureuse de la « démocratie de masse » et, pour ce qui concerne le droit et l'Etat – focus de son analyse –, de la « démocratie sans leaders ». D'où le caractère plébéien de ces nouveaux leaders, voire de « contre-élites politiques »,²⁵ conséquence de la séparation radicale entre théorie et pratique, de la réduction de l'Etat à « une fiction vide et abstraite » déterminée par le tournant positiviste des sciences de l'Etat et de la science juridique et ayant contribué à la crise de l'« idéal de justice matérielle de l'Etat de droit ». Pour Heller, qui écrit du fascisme pendant le fascisme, « le vidage positiviste de tout contenu de sens supprime tout point de repère non seulement à l'Etat mais aussi à la culture dans sa totalité »²⁶.

L'échec de la République de Weimar et de la révolution prolétarienne, le déclin de la classe ouvrière et l'avènement du fascisme, mais aussi les limites intrinsèques aux réflexions sur la dimension émancipatrice et humaniste de la conception sociale du droit par les juristes sociaux-démocrates de Weimar tels que Hugo Sinzheimer et Gustav Radbruch,²⁷ constituent en même temps le contexte déterminant la méthode de l'Institut de recherches sociales de laquelle s'étaient rapprochés Kirchheimer dès 1934 et Neumann dès 1937. Ils ouvrirent une enrichissante ligne de théorie critique en donnant une attention particulière et spécifique aux formes juridiques-institutionnelles par lesquelles dans les sociétés modernes prend forme le conflit politique et social. Mais cette ligne constituera en quelque sorte « une opportunité manquée »²⁸ de réflexion entre les deux cercles de l'Ecole de Francfort, à savoir celui orienté vers la socio-psychologie, la théorie de la culture et la critique de la domination et celui de Kirchheimer et Neumann mettant l'accent sur la théorie de l'Etat et du droit.²⁹

25 MAYER, *Dynamics of Counterrevolution in Europe* [1971: 60].

26 HELLER, *L'Europa e il fascismo* [1931, 1987: 57]. Sur les rapports contradictoires et parfois polémiques de Heller à Hans Kelsen, voir MÜLLER, *Hans Kelsens Staatslehre und die marxistische* [1978: 191]. Tout au long d'*Europa und Fascismus*, Heller critique le positivisme souvent identifiant chez Kelsen, le représentant de cette tendance méthodologique qui « laisse derrière soi une misère terrible, le vide » (HELLER, 1987: 64). Plus évidente encore la contraposition avec Schmitt dont la fondation d'une théorie politique sur le couple ami/ennemi constitue une telle simplification du cadre politique qu'il rend complètement dépourvu de sens tout programme politique, tout principe général et objectif qui ne puisse être compris sinon comme un simple outil technique d'actuation du pouvoir. Car, si dans la conception d'ennemi chez Schmitt il doit rentrer l'éventualité réelle de la lutte, « ami », « ennemi » et « lutte » reçoivent leur signifié réel par le fait qu'ils « se réfèrent et se rapportent à la possibilité réelle d'un anéantissement physique » selon Schmitt de *Der Begriff des politischen* (1932). Une base de discussion et de compréhension parmi ses ennemis n'est donc plus concevable: « Ici, il ne s'agit pas de parler, mais d'imposer », souligne Hermann Heller (HELLER, 1987: 59). Plus généralement, contre la présumée matrice « décisionniste » commune entre ces deux auteurs, il y a sans doute la conception différente de la théorie de la souveraineté à marquer la distance entre les deux juristes. Sur ce point, PORTINARO, *Staatslehre und sozialistischer Dezisionismus* [1984: 573].

27 Pour une intéressante synthèse, l'article de LE BOUËDEC, *Vers une pensée critique du droit ? Critique de l'individualisme libéral et théorie du droit social chez les juristes sociaux-démocrates weimariens* [2009].

28 Ainsi SCHEUERMAN, *Between the Norm and the Exception: the Frankfurt School and the Rule of Law* [1997: 7] et SCHEUERMAN (dir.), *The Rule of law under Siege* [1996]. Voir aussi, ABENSOUR, *Pour une philosophie politique critique?*, in *Tumultes*, n°17-18 [2002: 207-258] et le recueil des textes du colloque international du réseau « Droit(s) contre loi ? » dans BENTHOUAMI – GRANGÉ – KUPIEC – SAADA (dir.), *Le souci du droit. Où en est la théorie critique ?* [2009].

29 Selon Genel (voir GENEL, *Droit et politique dans la critique de la domination* [2009]), il faudrait étudier la position de Marcuse comme médiateur entre les deux cercles. Cependant, cette opposition se laisse moins saisir en termes de primat de l'économie ou du

Cette attention sur les aspects juridiques de l'« organisation du pouvoir », que nous retrouvons également chez Togliatti, non pas comme superstructure ni comme une illusion qui cache une dictature de classe, mais en tant que forme concrète et réelle des rapports entre gouvernants et gouvernés, dirigeants et dirigés, constitue une caractéristique assez extraordinaire dans le contexte communiste.³⁰ L'expression de Marx sur le rapport entre structure et superstructure – qui, formulée dans un texte si dense, indiquait plus un programme de travail théorique qu'une définition du rapport entre les sphères juridique et économique – avait été asservie à une hypostatisation dogmatique laissant, dans le marxisme-léninisme, largement inexplorée une connexion entre la sphère économique et celle juridique plausible d'un point de vue interprétatif et efficace d'un point de vue pratique.³¹

3. Les interprétations du fascisme (les cours de Togliatti à Moscou et l'ouvrage de Hermann Heller sur l'Italie)

Dans le capitalisme de monopole, dont le national-socialisme est l'organisation politique correspondante, comme Neumann l'expose dans le *Béhémoth*³², la mesure individuelle devient « la seule expression appropriée du pouvoir souverain »³³. Le système juridique de l'Etat autoritaire, qui est mis au service du capitalisme de monopole, en s'appuyant sur des principes généraux et des clauses générales est ainsi un *arcanum dominationis*, c'est-à-dire

politique. Elle tient davantage à ce que Pollock considère que l'Etat absorbe l'économie, tandis que Neumann montre par une analyse nourrie de données empiriques en quel sens « l'embrigadement étatique vise avant tout à renforcer le capitalisme tel qu'il existe ». Voir GENEL, *Autorité et émancipation* [2013].

30 Dans les *Lezioni sul fascismo*, l'attention montrée par Togliatti sur les formes juridiques par lesquelles l'Etat corporatif était en train de se constituer en Italie, ne semble pas comparable à l'instrumentalité par laquelle Lénine conseillait au Parti révolutionnaire d'utiliser tous les moyens légaux avec le but de renverser le mécanisme institutionnel. Dans *Stato e rivoluzione* (1917), Lénine abolit tout simplement l'élaboration du thème de la démocratie en préfigurant le pouvoir soviétique sans les médiations institutionnelles nécessaires. Sur la pensée juridique de Togliatti, voir NATTA, *Togliatti in Parlamento* [1984, 1988] et les essais de Bobbio, D'Albergo e Neppi Modona dans AGOSTI, *Togliatti e la fondazione dello stato democratico* [dir., 1986: 259-321]. Voir aussi DOGLIANI, *La concezione della Costituzione in Togliatti* [1997: 380-396]. En ce qui concerne plus spécifiquement le « Cours sur les adversaires », Togliatti utilisait les publications officielles, les lois, les actes parlementaires, les discours et les écrits de Mussolini, les travaux des Congrès, les statuts du PNF et des organisations liées, les données statistiques, mais aussi la presse de régime et le débat politique intérieur, à savoir: toute la documentation produite par le fascisme, et également à l'autoreprésentation du fascisme. C'est ainsi que dans la valorisation faite par Renzo De Felice, celui-ci rappelle dans plusieurs occasions l'irréductibilité des leçons sur le fascisme de Togliatti aux autres lectures contemporaines, constituant une évaluation réaliste de « tous les singles éléments constitutifs (parti, organisations militaires-propagandistes, syndicat) ». DE FELICE, *Il fascismo. Le interpretazioni dei contemporanei e degli storici* [1998: 18-21] et *Le interpretazioni del fascismo* [2000: 212-217].

31 MARX, *Prefazione (1859) à Per la critica dell'economia politica* [1986: 297-301]. Les écrits qui montraient à quel point Marx considérait l'Occident moderne à l'intérieur des rapports juridiques qui en conditionnaient l'existence furent découverts et publiés en Italie seulement en 1927 et de toute façon pris en considération tardivement. Voir CERRONI, *Marx e il diritto moderno* [1962, 1972: 153-162]. Une fois terminée la parabole du communisme, mieux: le socialisme comme alternative à la démocratie et donc le débat fécond sur la démocratie directe du prolétariat, la critique formulée par Hans Kelsen en 1923 en dénonçant l'inconciliabilité entre communisme léniniste et démocratie, qui synthétisa et ajourna ensuite ses argumentations dans un écrit de 1948, revient à la lumière. Voir KELSEN, *Socialismo e Stato* [1978] et *La teoria politica del bolscevismo e altri saggi* [1981: 35-93].

32 Refusant la thèse du « capitalisme d'Etat » de Pollock, et donc le fait que l'économie capitaliste privée avait disparu, et plus spécifiquement le fait du contrôle croissant de l'Etat sur le capital. Thèse à laquelle notamment Max Horkheimer adhère par une plus grande dimension politique vers laquelle se dirige sa pensée (voir ses articles *Les Juifs et l'Europe de 1939* et *L'Etat autoritaire de 1942*) à la différence, par exemple, de la socio-psychologie et de la critique de la culture et de l'idéologie de Theodor Adorno.

33 NEUMANN, *Der Funktionswandel des Gesetzes im Recht der bürgerlichen Gesellschaft* [1937: 576-577].

« un instrument technique visant à imposer des buts politiques spécifiques »³⁴. La rationalité technique, issue de l'application des méthodes tayloristes de l'industrie à la main-d'œuvre étatique et dominant dans les organisations nationales-socialistes, selon Kirchheimer, « signifie seulement ici que tout l'appareil du droit et de son application est fait exclusivement au service de ceux qui dominent »³⁵, comme écrira Neumann dans *Béhémot* à propos du contournement de la généralité par décrets administratifs.

Dans la mesure où le problème consistait, chez Togliatti, à déterminer et à décrire les passages par lesquels s'étaient créées les opportunités qui avaient rendu possible la naissance, la montée et la consolidation du fascisme, l'analyse de ces conditions et ces mouvements pré-existants mais qui en relation au fascisme avaient assumé un poids et un signifié différents est donc fondamentale. Dans ce cadre, l'insistance sur les modalités de l'intervention du « facteur d'organisation » – qu'il soit de classe, de parti, idéologique ou institutionnel – sur les mouvements de masse contient une indication méthodologique importante pour « dissoudre » certains des traits conflictuels retrouvables dans le fascisme au sein du cadre plus vaste des conflits politiques, sociaux et institutionnels de l'histoire d'un pays.³⁶

Qu'il ne s'agisse pas là *stricto sensu* d'une ligne politique mais d'un critère historico-analytique qui définit les paramètres au sein desquels orienter l'action politique est d'ailleurs évident. La réévaluation du droit dans cette médiation délicate et complexe basée sur la (jamais refoulée) formation historiciste, faite par Togliatti dans son *Corso sugli avversari*, nous offre des noyaux thématiques temporels – dirons-nous transitionnels – de très grand intérêt. En particulier dans ce genre de réflexions où, par exemple, ce qui attire le plus notre attention, c'est le rôle du parti nationaliste désigné comme tête pensante du mouvement fasciste non pas pour la fonction développée par certains de ses hommes dans l'organisation du système juridique et institutionnel de l'« Etat totalitaire », mais plutôt comme « hypothèque des éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie » sur un mouvement encore confus et contradictoire.³⁷

34 NEUMANN, *Der Funktionswandel des Gesetzes im Recht der bürgerlichen Gesellschaft* [1937: 587].

35 KIRCHHEIMER, *The Legal Order of National Socialism* [1941, 1980: 466].

36 Que l'on pense aujourd'hui aux études de George L. Mosse sur la nationalisation des masses (voir MOSSE, *La nazionalizzazione delle masse* [1975, 2004]), *L'uomo e la massa nelle ideologie nazionaliste* [1980, 2002: 151-193]) et aussi, à partir des années '80, sur la « théorie générale du fascisme » (MOSSE, *La révolution fasciste. Vers une théorie générale du fascisme* [1999, 2003]). Chez Togliatti, le contraire est tout aussi vrai, à savoir que d'une analyse strictement politique nous restituant son cadre historique plus vaste, telle qu'il émerge par exemple dans l'analyse de l'Etat corporatif: malgré les limites individuées par la littérature du lien fascisme-corporatisme dans la lecture de Togliatti qui ne prend donc pas en considération le phénomène corporatif en tant qu'expression commune du système capitaliste, le cadre historique n'est pas modifié, voire caché.

37 Togliatti fait référence plus particulièrement aux résistances nationalistes au pacte de pacification proposé par Mussolini dans l'été 1921 et à l'entrée des socialistes prospectée toujours par Mussolini au moment de la formation du gouvernement. Voir TOGLIATTI, *Corso sugli avversari* [2010: 26, 29, 33, 46, 49]. En effet nous retrouvons le « nationalisme » à l'œuvre avant même la fondation du parti nationaliste en 1912, comme une idée performative qui naissait de l'expérience du développement industriel dans toute l'Europe à partir de la fin du XIX^e siècle et qui ébranla les forces politiques les plus diverses, et pas seulement de droite. Une autre considération intéressante est relative au destin du Parti Populaire, sa vocation cléricale et antisocialiste et sa fonction démocratique, ce qui correspond à un jugement parfaitement valide formulé par Togliatti sur un plan historique mais qui pèsera aussi comme une « hypothèque » sur la capacité « résistancière » de la Résistance sur un plan politique dans le tournant 1945.

Comme écrira un autre des protagonistes du siècle passé, Vittorio Foa, réfléchissant sur ce « phénomène des temps longs », comme il le définira, caractérisant le « '900 » italien, à savoir celui d'une droite profonde qui prend les formes les plus diverses, même de gauche, l'Italie a vu deux grands changements dans la première moitié du siècle passé. Le nationalisme est le premier, en tant que transformation d'un sentiment national entendu comme recherche de liberté, d'indépendance, autour duquel constituer le nouveau « pouvoir constituant »³⁸, dans une idée de nation simplement comme puissance. La reprise du catholicisme dans ses différentes formes, de celles spirituelle et dogmatique liées à la politique en tant qu'engagement social d'où était sortie la ligne « démocrate-chrétienne »³⁹, à la forme de la négociation entre la sphère cléricale et la sphère étatique avec connotation conservatrice, est le second phénomène.⁴⁰

Fondamentale dans la réflexion de Foa est la description de cette nouvelle phase du capitalisme industriel, avec le nationalisme comme son versant culturel, en passant par la prise de conscience et la radicalisation des classes sociales, en premier lieu des socialistes, sortis de l'illégalité en 1900, guidés par Filippo Turati, et qui trouvèrent dans la démocratie une nouvelle force « libertaire ». Ils expérimentèrent des formes créatives de résistance comme exigence de liberté dans chaque expérience collective: des grèves proclamées sans revendications en tant qu'affirmation seule de leur propre présence, au développement, lent mais constant, d'organisations dans les lieux de travail, qu'elles soient comités, commissions internes ou conseils d'usine.⁴¹ Et pourtant, la crise du contrôle libéral-bourgeois sur la société amènera insensiblement vers l'*expansion*⁴², débouchant sur l'impérialisme comme phénomène global, un ensemble

38 Pour le développement du concept de « pouvoir constituant » à partir des travailleurs en tant que sujets collectifs de l'histoire, faisant l'histoire au même titre que les gouvernements, notamment les neuf leçons sur les *Grundrisse* tenues à l'Ecole Normale Supérieure durant l'année 1978-1979 et maintenant publiées dans NEGRI, *Marx au de-là de Marx* [1996]. Pour une systématisation du concept en droit constitutionnel comparé tirée des différentes typologies de transition constitutionnelle basées tantôt sur la « nation » (telle qu'en France pendant la Révolution d'où surgit la nécessité d'écrire une Constitution et donc d'élire une Assemblée constituante) tantôt sur le « peuple » (telle qu'en Russie, pendant la Révolution d'octobre où au contraire il ne fut pas besoin d'une Constituante), voir MAGLIACANE, *Continuité de la Résistance, rupture de l'histoire* [2016].

39 C'est-à-dire, à ses origines, la ligne d'un catholicisme politique fortement signé par l'« être dans le siècle » en prenant en charge ses problèmes et donc la démocratie comme terrain d'action et d'initiative.

40 Voir les chapitres « L'Europa verso la guerra » et « L'Italia verso la guerra » dans FOA, *Questo Novecento* [1996, 2009]. Le XXe siècle, nous dit encore Vittorio Foa, pourrait être lu comme celui de la montée et du déclin du catholicisme politique. A partir de l'encyclique de Leone XII appelant les catholiques à l'engagement social, les catholiques modérés concordèrent avec le gouvernement Giolitti leur participation à la vie politique: le catholicisme politique, dans ses alternances de conservatisme et d'engagement social, de fascisme et de démocratie, de cléricisme et de spiritualisme religieux, s'est révélé donc une force décisive de l'histoire italienne, une partie intégrante, non distinguable du processus historique lui-même. Du catholicisme politique italien, cependant, il faut rappeler que, même dans ces oscillations, il a toujours donné la plus grande attention aux positions prééminentes dans l'administration, dans l'économie, dans la finance, dans toutes les articulations du pouvoir. Ce jugement est éclatant en considérant les trente ans de gouvernement DC après la *conventio ad excludendum* contre le Parti communiste de 1947 jusqu'au « compromis historique » entre DC et PCI de 1978. Ce qui trouvera sa conclusion tragique dans l'enlèvement d'Aldo Moro par le parti communiste combattant des Brigate Rosse – qui se réfèrent clairement à l'expérience trahie de la Résistance –, période dans laquelle la DC assumera chaque fois les ressemblances, selon la définition exacte des Brigades Rouges, du « Parti-Etat »: de la flexibilité à la ligne de la fermeté dans une improbable interprétation de la raison d'Etat. Pour un approfondissement, BIANCONI, *Eseguendo la sentenza* [2010]; BISCIONE, *Il delitto Moro e le derive della democrazia* [2012]. Aussi notre MAGLIACANE – RUBINO, *Peggio. La violenza, il Reale* [2013].

41 Pour une réflexion sur ce type d'expérience de socialisme immunisé des déterminismes du marxisme le plus orthodoxe, et sur les raisons de son échec, voir FOA, *La Gerusalemme rimandata* [2009].

42 Emblématique de la radicalisation du climat culturel du début du XXe siècle est la prise de position du plus grand théoricien marxien italien, Antonio Labriola, qui en 1902 se déclara ouvertement en faveur de l'occupation de la Tripolitaine. Si dans l'interprétation de

de rapports qui investira la société à tous les niveaux, et produira comme une solution possible la Grande Guerre ; avec elle le fascisme viendra comme expérience de rupture complète dans la tradition de la droite classique. Mieux: comme une « faible hétérogénéité des fins »⁴³.

Dans son *Discorso su Giolitti* (1950), discours visant notamment le leader de la Démocratie-chrétienne, Alcide De Gasperi, Togliatti reformule le jugement sur la société italienne en relation au thème de la démocratie, et donc de la capacité de la bourgeoisie italienne de construire une force politique stable (incapacité qui avait permis la montée du fascisme au pouvoir). Le leader communiste, qui s'était imposé, après le tournant de 1945 et la reconstruction d'un système de partis où prévaudra la fonction centriste de la politique, comme figure emblématique, « sincèrement double » dira Foa⁴⁴, en tant que champion de la défense de la démocratie italienne et en tant que chef de l'Internationale communiste, parlera alors d'une « substantielle structure réactionnaire de la société italienne, qui limite toutes les manifestations de démocratie »⁴⁵. La lecture seule en apparence opposée soutenue parmi d'autres par Carlo Levi dans ses écrits politiques⁴⁶ et dans le débat qui se déroulait sur la presse, voyait dans le fascisme la représentation d'un prolongement du système démocratique-libéral porté à son paroxysme. La réponse passait donc par un socialisme révolutionnaire, vu comme démocratie directe, et dont la Résistance représentait le temps zéro du passé pour la réalisation des conditions d'une rupture, malheureusement « trahie » comme les pages lucides de *L'Orologio* de Levi nous le racontent à propos de la chute du gouvernement Parri.

4. Etat autoritaire et Etat fasciste dans l'interprétation de l'école de Francfort

Comme l'écrit Herbert Marcuse dans sa préface au recueil de Neumann, saisir le temps présent par une théorie de l'histoire est une « condition préalable à une compréhension satisfaisante des phénomènes sociaux » en ce qu'elle « fournirait les critères d'une critique objective d'institutions sociales particulières » et « permettrait d'évaluer leur fonction et leurs objectifs au regard des potentialités historiques de la liberté humaine »⁴⁷. Ainsi, la structure du droit mise en

Benedetto Croce, il s'agissait quand même d'un économisme classique, c'est-à-dire du développement des forces productives comme condition nécessaire à la rupture des rapports de production, ce qui impliquerait inévitablement l'expansion coloniale, d'autres auteurs ont lu cette attitude expansionniste comme un écho de la tradition du Risorgimento italien.

43 C'est-à-dire que dans cette lecture du fascisme, celui-ci aurait interrompu un processus de renouvellement qui sera récupéré après 1945; la tradition démocratique-libérale, après avoir été supprimée par le fascisme à cause de ses faiblesses organiques, se réalisera en partie à travers le système constitutionnel des partis. Dans cette optique, si l'on peut parler d'une rupture dans les années 1943-1948, celle-ci serait justement liée à la Résistance et à l'implantation du PCI. Voir la conversation entre Giovanni De Luna, Carlo Ginzburg et Vittorio Foa sur le Pd'A dans FOA, *Scelte di vita* [2010]. Aussi notre MAGLIACANE, *Continuité de la Résistance, rupture de l'Histoire* [2017].

44 FOA, *Questo Novecento* [1996, 2009: XV].

45 *Discorso su Giolitti*, dans TOGLIATTI, *Opere* [1950, 1984].

46 LEVI, *Il dovere dei tempi* [2004] et *L'Orologio* [1950, 2006].

47 Le texte de Marcuse est publié en français dans NEUMANN, *Béhémoth* [1987: 594].

lumière dans les démarches d'une théorie critique des juristes de Weimar permettrait de fonder une typologie des régimes politiques et distinguer les différents degrés d'assujettissement aux institutions, en dénonçant l'altération de la démocratie sans y voir pourtant une nouvelle variété de totalitarisme. A un autre niveau, l'intuition que révolution et fascisme étaient des éléments de crise de la démocratie, plutôt que des trajectoires autonomes et fondatrices, comme chez Togliatti, cohabite avec la conviction, apparemment allant dans le sens opposé, et présente dans une grande partie de l'œuvre du secrétaire du PCI, de l'« actualité » du communisme. Togliatti semblait nous dire que la critique libérale de Kelsen du communisme était valable dans les pays européens mais non en Russie où la révolution d'Octobre, la constitution de l'Etat soviétique et la même Russie stalinienne obligeaient en effet à une reformulation théorique quant au thème de la Révolution, le seul trait commun à la tradition du pouvoir entre Orient et Occident.

Dans la préface à l'ouvrage *The Democratic and the Authoritarian State*, Herbert Marcuse souligne que Franz Neumann comprit que l'opposition traditionnelle de la démocratie et du totalitarisme était, en regard des faits de l'histoire, inadéquate.⁴⁸ Comme le souligne Miguel Abensour dans *La démocratie contre l'Etat*, l'Etat autoritaire se différencie aussi bien de la démocratie que du totalitarisme. A l'inverse de la démocratie, l'Etat autoritaire ne vise pas un état de non-domination, ce qui nous montre bien l'une des limites aussi de la catégorie d'« Etat démocratique » qui consiste justement à occulter l'antagonisme intrinsèque de la démocratie à l'Etat et donc la « démocratie contre l'Etat » en tant que position de la vraie démocratie selon Marx.⁴⁹ En d'autres termes, la tension constitutive entre la « tradition libérale » des droits fondamentaux et celle « démocratique » de la souveraineté populaire est occultée.⁵⁰ Le fascisme, quant à lui, a investi et d'une certaine façon a détruit aussi la droite classique, celle qui avait placé l'accent sur l'un des deux pôles de la relation entre autorité et liberté, entre la répartition privilégiée et la distribution égalitaire de la richesse, entre l'expansion impériale et la coopération internationale, sans pour autant annuler la relation entre eux. L'organicisme de l'idée progressiste en tant que point de force de la démocratie libérale post-unitaire de l'Etat italien recelait en soi son point de faiblesse: la médiation du gouvernement Giolitti fut bouleversée par les mêmes forces qu'elle avait aidées à se développer, à savoir le capitalisme expansif, impérialiste, et la radicalisation ouvrière. La violation de la légalité démocratique de mai 1915,

48 NEUMANN, *The Democratic and the Authoritarian State* [1957].

49 ABENSOUR, *La démocratie contre l'Etat. Marx et le moment machiavélien* [2004]. L'interprétation du totalitarisme chez Abensour s'inscrit dans un projet plus vaste de « critique de la politique » inscrite non plus dans une légitimation du présent mais dans l'horizon utopique d'une émancipation possible. Cela dans le sillage de Claude Lefort de la mise en œuvre, la mise en forme et la mise en scène du concept de liberté politique dans ses différentes dimensions juridique, cognitive et volitive, et de la lecture de Benjamin, d'Arendt, des intellectuels de l'École de Francfort dont l'antitotalitarisme constitue la *pars destruens* du projet politique utopique.

50 Sur ce point, MOUFFE, *The Democratic Paradox* [2000, 2009], qui fait cependant une utilisation « constructive » du concept schmittien du politique par la transformation du modèle antagoniste en un agonistique basé non plus sur la relation amis/ennemis mais sur la reconnaissance respective des « adversaires » qui se confrontent sur la signification qu'il conviendrait de donner aux principes démocratiques de liberté et d'égalité.

qui permettra l'entrée de l'Italie dans le premier conflit mondial, était donc une caractéristique inhérente à cet équilibre pointé. La démocratie comme règle et limite ou simplement comme nécessité de n'importe quel contrôle sur les décisions du gouvernement apparaissait déjà dans toute son intolérabilité.⁵¹

De la Grande Guerre en Europe naît ce qui sera par la suite dénommé « régime autoritaire de masse », non plus élitaire, dynastique, militaire ou clérical, mais de masse puisque au sujet de/du droit est demandée maintenant non plus la seule obéissance, mais aussi sa propre participation. Aucun régime n'est authentiquement fasciste sans un mouvement populaire « qui l'aide à se hisser au pouvoir, à monopoliser l'activité politique et à jouer un rôle majeur dans la vie politique une fois en place, grâce à ses organisations parallèles »⁵². La représentation de l'« Etat double » de Fraenkel, comme le souligne Robert Paxton dans son analyse des dictatures fascistes allemande et italienne, est pour autant incomplète dans la mesure où des éléments extérieurs à l'Etat participent aux affrontements pour la conquête du pouvoir:

Les régimes fascistes italien et allemand ont remplacé par leurs propres organisations des centres de pouvoir traditionnellement indépendants comme les syndicats, les clubs de jeunesse, les associations professionnelles ou de producteurs.⁵³

Le parti et ses militants étaient eux-mêmes une force motrice puissante en termes de radicalisation continue. Par ailleurs, à souligner désormais l'incapacité du fascisme à constituer une alternative réelle au libéralisme, notamment à partir de la « politique populaire » mussolinienne du début des années Trente, Togliatti avait déjà écrit à propos de l'inscription forcée au parti fasciste que la question de la « démocratisation » du régime « ne peut même pas être mentionnée sans que des contradictions insurmontables ainsi que des problèmes insolubles émergent partout »⁵⁴.

Contradictions et problèmes que le secrétaire du Parti communiste italien traite de manière complète dans son *Corso sugli avversari* de 1935, sur un terrain plus exquisément théorique en relation aux développements de la société de masse en Europe et au rapport entre institutions et fascisme. Une analyse en ligne avec la réflexion conduite dans les mêmes années

51 « Nel 1914, in ogni singolo paese, il nazionalismo si ricongiunse con le tensioni economiche e sociali e creò le basi del consenso popolare. Il proletario, l'operaio si sentiva improvvisamente proiettato a livello mondiale come soggetto nazionale, come cittadino del suo paese, fuori delle classi, fuori dei partiti ». FOA, *Questo Novecento* [1996, 2009: 25].

52 PAXTON, *Le fascisme en action* [2004: 261-262]. Nous avons vu que les partis pouvaient poser de sérieux problèmes à leur chef.

53 PAXTON, *Le fascisme en action* [2004: 207]. Dans la mesure où l'Allemagne demeurait un pays capitaliste, dont l'économie supposait le marché et la propriété privée des moyens de production, le « totalitarisme » allemand, selon Ernst Fraenkel dans *The Dual State (1941)*, était condamné à rester inachevé, combinant en permanence un régime « décisionniste » (*prerogative state*) et le maintien d'un système légal (*normative state*) indispensable à l'existence du capitalisme privé. Des critiques analogues avaient déjà été adressées à l'« Etat total » de Schmitt par Kelsen dans son essai de 1931, *Wer soll der Hüter der Verfassung sein ?*

54 Voir *L'iscrizione forzata al partito fascista*, in *Lo Stato operaio*, décembre 1932, dans TOGLIATTI, *Opere* [1973: 153-159]. Cette politique « populaire » avait avant tout été le produit de l'impact de la crise économique sur le régime, qui s'orientait ainsi vers une transformation sur la base d'une substantielle autosuffisance, d'un élargissement et un renforcement de sa base sociale pour contenir les contrecoups potentiellement perturbateurs de la crise économique.

sur la *Die Gesellschaft* (1924-1933), la revue théorique de la social-démocratie allemande qui depuis la crise de la République parcourait l'évolution de ses institutions en y saisissant le symptôme de plus grands changements socio-institutionnels jusqu'à parvenir à identifier les trajectoires de changements d'énorme portée.⁵⁵ Si les articles de la *Die Gesellschaft* n'étaient pas « fonctionnels » pour un objectif immédiatement politique et qu'ils ne modifièrent en rien la ligne politique suivie par la social-démocratie allemande, la crise de la République de Weimar jeta une lumière spéciale sur une élaboration originale qui indiquait les nœuds centraux par lesquels la démocratie de masse risquait de se transformer en son contraire.⁵⁶ Un thème tout à fait contigu aux questions discutées par Togliatti dans ses *Cours*, même si les recherches trouvant place dans la revue sur les formes politiques de l'Occident, commencées en Europe dans les années Vingt, ont parfois connu un glissement dans un sens libéral avec le passage de la langue allemande à celle anglaise depuis les positions socialistes et marxistes d'origine. Sans avoir utilisé le mot « totalitarisme » qui était déjà diffusé dans la presse fasciste et antifasciste, après sa transmigration des pays d'origine – l'Allemagne et l'Italie – envers la France et les Etats-Unis – les deux principales terres d'asile des exilés en fuite des dictatures⁵⁷ –, Togliatti s'interrogeait sur la réelle autonomie de cette complexe machinerie sociale, économique et politique mise en mouvement par le régime.

La réponse de Togliatti touchait en effet deux aspects, dont le plus important à long terme sera la politique internationale en tant que dépositaire principale des destins des peuples. Une autre réponse s'imposait, toutefois, par une évaluation de la solidité interne acquise par le régime et mesurable justement à travers l'accomplissement de sa vocation totalitaire par la construction de l'Etat corporatif.

55 Pour une synthèse, MISSIROLI, *Socialdemocrazia, intellettuali e marxismo dalla "Neue Zeit" ai "Die Gesellschaft"* [1984: 29-62].

56 Par exemple, de la crise sur la centralité du Parlement telle qu'elle était décrite dans la Constitution de Weimar, Fraenkel tirait des conséquences plus générales sur la perte de la part du parlement de la fonction fondamentale de porte-voix de l'opinion publique, et donc sur le déclin de l'intérêt politique des masses. Voir les écrits de Ernst Fraenkel sur *Die Gesellschaft* (1929-1932) dans ARRIGO – VARDARO, *Laboratorio Weimar* [1982: 89-131]; aussi BOLAFFI, *Dalla «kollektive Demokratie» al «doppio Stato»* [1985: 1065-1091] et RUSCONI, *La «kollektive Demokratie» di Fraenkel e il corporativismo contemporaneo* [1980: 593-599]. Evidemment, les travaux de Wilhelm Reich, auxquels nous avons précédemment fait référence. Pour une discussion sur Arendt, Neumann, Fraenkel et Kirchheimer et les respectives différences de position, POMBENI, *Demagogia e tirannide. Uno studio sulla forma-partito del fascismo* [1984: 440-452] et SALVATI, *Da Berlino a New York. Crisi della classe media e futuro della democrazia nelle scienze sociali* [2000]. Sur l'influence des travaux de Hannah Arendt sur l'historiographie italienne, GENTILE, *La via italiana al totalitarismo* [2001: 315-339].

57 TRAVERSO, *Le Totalitarisme* [2001: 29]. L'auteur suit ainsi la transmigration de la réflexion sur le totalitarisme de la gauche antifasciste vers le libéralisme anticommuniste dans lequel les problématiques que les exilés avaient importées d'Europe étaient maintenant repensées à partir de catégories nouvelles, telles que l'idée libérale ou républicaine de liberté, « avec le résultat de transformer, par une sorte de métissage, autant la culture de départ que celle d'accueil » (TRAVERSO, 2001: 54). C'est ainsi qu'avant même que la production hollywoodienne multiplie les œuvres engagées dans la lutte « de la liberté contre le fascisme », écrit Marc Ferro, l'identification de la Révolution française avec la Révolution russe et le communisme aboutit à une condamnation générale, au nom des valeurs de liberté qu'incarne la République américaine. « Comme on le voit, l'Amérique apparaît comme une terre de refuge à toutes les époques de son Histoire – et pas seulement au début du XX^e siècle – dans différentes épopées, telle que *Romanca américaine* de King Vidor (1944), ou *America, America* d'Elia Kazan (1963). S'y réfugient successivement des Français, des Serbes, des Grecs, des Arméniens, des Russes – bref, les victimes de toutes les catastrophes historiques ». FERRO, *Cinéma et Histoire* [1977, 1993: 244]. A savoir: des Révolutions. L'antitotalitarisme ouest-allemand, a écrit à ce propos Jürgen Habermas (voir HABERMAS, *L'identité des Allemands. Une fois encore* [1990, 1999: 343]) est devenu la source d'un « anti-fascisme » qui, s'opposant à l'idéologie d'Etat de la RDA, essayait d'évacuer « tout héritage antifasciste et, avec lui, la mémoire du nazisme ».

Dans l'analyse de Togliatti, l'Etat corporatif, qui naît de l'exigence du fascisme de réaliser sa propre idéologie et vocation totalitaire, est en même temps imposé par la contingence d'une crise économique et sociale qui donnait lieu à convulsions et tensions destructives, n'impliquant pas une transformation des nœuds de l'organisation du pouvoir, confirmant, bien au contraire, dans le fascisme les caractéristiques d'une dictature de classe pour ainsi dire « organique ». Par conséquent, chez Togliatti, le terme « totalitarisme » est associé à celui de « capital financier », selon la célèbre expression introduite par Hilferding en 1910, puis reprise par Lénine en 1917 pour définir la symbiose entre capital bancaire et capital industriel dans « la phase suprême du capitalisme ». De même que la définition de « régime réactionnaire de masse » définit la « politique populiste » de Mussolini. Car les masses, une fois identifiables d'un point de vue social, idéologique ou territorial, se transforment dans *la* masse, une immense force nationale organisée par le régime, selon un rythme que le régime lui-même imposerait et qui est synthétisé par Togliatti des *Cours* dans la formule suivante: « il faut organiser la masse, mais donner aux organisations un caractère réactionnaire »⁵⁸.

5. L'autoritarisme et l'unité du peuple: deux mythologies qui s'idéologisent

A l'inverse du totalitarisme, l'Etat autoritaire se caractérise par la domination d'un groupe dominant sur l'ensemble de la population avec cette particularité qu'il ne s'agit pas d'une domination immédiate mais *médiatisée*, celle-ci s'effectuant par l'intermédiaire de l'appareil d'Etat, et, selon les penseurs de Francfort, de plus en plus sous la forme d'une déformalisation de la loi. Cette déformalisation est présente dans le rapport entre la guerre et la violence publique et privée, entre la guerre et l'Etat qui organise la société dans sa discipline et même dans son consensus.

Il s'agit donc, et en premier lieu, de la transformation du rapport entre masses et Etat, c'est-à-dire la recherche de formes politiques capables de construire une démocratie moderne suite aux transformations profondes d'une longue période déterminées par ces phénomènes qu'historiens et chercheurs des sciences sociales réunissent sous l'appellation unique de « modernisation » et venues à maturation avec la Grande Guerre. Dans le premier conflit mondial, l'idée de totalitarisme trouve ses origines, se forge et évolue dans un processus historique marqué par la confrontation entre révolution et contre-révolution⁵⁹, inscrit dans un contexte de

58 TOGLIATTI, *Corso sugli avversari* [2010: 81]. Giulio Sapelli a saisi l'horizon le plus innovateur du « message » de Togliatti, non pas tellement dans les suggestions présentes dans la formule de « régime réactionnaire de masse », mais plutôt – et par « un dialogue » avec Mosse, Germani, Deutsch, Barnes, Farneti, Pizzorno – dans le thème de la conciliation entre la dictature bourgeoise et l'autoritarisme moderne. En mode particulier a) dans la transition accomplie sous le fascisme de la mobilisation des masses petites-bourgeoises, qui par leur affirmation détruisaient le patrimoine organisationnel et institutionnel prolétaire, à la nouvelle phase de mobilisation de masse à l'intérieur des cadres de la dictature, opérant depuis 1926; et b) dans la modestie de l'échange politique qui se manifesta dans cette seconde phase, et qui fait lire l'apparat syndical-corporatif comme une coquille vide. Voir SAPELLI, *La classe operaia durante il fascismo* [1981].

59 MAYER, *Dynamics of Counterrevolution in Europe* [1971: 33].

« guerre civile européenne »⁶⁰ où le conflit se perpétue dans la « longue durée »⁶¹ et l'idée de la Révolution, c'est-à-dire d'une discontinuité totale, semble condenser en soi-même toutes les possibilités d'un avenir incertain. Tandis que les écrits de Gramsci soulèvent en effet un problème qui, comme justement souligné par Hobsbawm, a rarement été analysé, de ce qui, très exactement, dans le passé, est révolutionné dans une révolution et de ce qui est préservé: le problème de la dialectique entre continuité et révolution.⁶²

En réalité, nous avons vu, quand s'ouvre la Résistance en Italie et l'idéologie de l'antifascisme y adhère pleinement en constituant un de ses piliers, il n'y aura aucun écart net, au moins sur le plan du discours culturel, entre les années qui précèdent et celles qui suivent la Libération: c'est-à-dire 1945. C'est qu'il n'y a pas eu la condamnation *populaire* de la guerre, dans l'expression littéraire, parce que les *populistes* sont tous en faveur de la guerre: toute la tradition démocratique du Risorgimento se répand enthousiaste dans cette nouvelle (hypothétique) occasion de renforcement historique et politique.⁶³ Nonobstant l'écart idéologique avec l'interventionnisme nationaliste, puisque pour la bourgeoisie intellectuelle et les franges de la tradition socialiste et démocratique⁶⁴, l'intervention italienne dans la guerre devait représenter la possibilité de sortir d'une situation stagnante moralement et l'ouverture à un monde favorable à un système international sanctionnant la fin de toutes les guerres, une fois terminée la Grande Guerre, les « interventionnistes démocratiques » se trouvèrent également face à des masses qui regardaient ailleurs.⁶⁵

Il faut dire que l'énorme effort de guerre, soutenu au nom de la patrie par les tendances politiques et intellectuelles les plus diverses et opposées avait fait du « peuple » un concept encore plus

60 « L'idée de l'Etat totalitaire – écrivait Siegmund Neumann en 1942 – est née durant la dernière guerre mondiale, qui devint une guerre totalitaire ». NEUMANN, *Permanent Revolution* [1942: 40]. Pour une synthèse des travaux plus récents, PAVONE, *La seconda guerra mondiale: una guerra civile europea ?* [1994: 86-128].

61 Selon l'acception de processus qu'en donne KOSELLECK, *Le Futur passé* [1990: « Critères historiques du concept de 'révolution' des Temps modernes »].

62 « Gramsci insiste donc sur la révolution non simplement en tant qu'expropriation des expropriateurs, mais également, en Italie, en tant que création d'un peuple, en tant que réalisation d'une nation – en tant que négation et accomplissement du passé à la fois ». HOBBSAWM, *Et le monde changea* [2011, 2014: 348-349].

63 Comme le souligne Alberto Asor Rosa, dans une telle vision si fortement idéologisée et sous plusieurs aspects utopiques aussi, « il popolo è ancora una volta la forza sana della nazione, che si mette al servizio dell'ideale e lo sublima con il proprio sacrificio ». ASOR ROSA, *Scrittori e popolo* [1988: 73].

64 Un témoignage important de l'esprit de « sacrifice » de ces jeunes intellectuels se trouve dans le recueil de lettres des tombés présenté par Adolfo Omodei, *Momenti della vita di guerra* (1934). Beaucoup parmi eux furent par la suite des figures importantes de la lutte antifasciste, tels Ferruccio Parri, Carlo Rosselli, Riccardo Bauer, Ernesto Rossi. Les mêmes idéaux furent peut-être partagés par Togliatti lui-même qui partit volontaire: l'idée, synthétisée efficacement par Vittorio Foa dans ses conversations avec camarades, amis et collègues, était que de la guerre pouvait sortir la paix, un rêve toujours présent dans les courants de quelques façons jacobines, confiantes dans la rupture violente, dans la crise régénératrice.

65 Regardant cette expérience comme la dernière tentative du libérisme bourgeois de sortir de la crise historique tout en « restant soi-même », et faisant siennes l'idée de liberté comme un processus de libération lié au mouvement ouvrier et industriel propre de l'enseignement de Piero Gobetti et de l'expérience turinoise de « Rivoluzione liberale » et de l'« Ordine Nuovo », Vittorio Foa insiste sur le manque d'une ouverture radicale de la classe politique libérale *et* envers les paysans, qui pourtant étaient en masse avec celle-ci dans les tranchées, *et* envers les ouvriers: le manque, à savoir, d'un appel non « paternellement du haut et du dehors » à catholiques et socialistes. Bref, « un solido incontro fra quelle correnti democratiche e i partiti di massa avrebbe forse bloccato il fascismo. Ma questo non avvenne ». FOA, *Questo Novecento* [1996, 2009: 48].

figé dans un sens nationaliste et antidémocratique. Ceci ne peut pas être sous-évalué dans l'étude des origines du fascisme. C'est ainsi qu'aux tout débuts, dans la période de formation du mouvement fasciste, le discours prévalent n'était pas (encore) l'individualisme, le culte du héroïsme, l'esthétisme, mais précisément l'autre: celui qui mise décidément sur le ressentiment anti-bourgeois des masses et sur les capacités agitatrices d'une intimation vaguement socialiste, républicaine et surtout révolutionnaire. De ce brouillon d'orianisme, sorelisme et nostalgies démocratiques (culte de Garibaldi et ses « légitimes » prosécuteurs) naît la même position personnelle de Mussolini:

La reale funzione antioperaia del fascismo poteva perciò facilmente travestirsi di un corredo di atteggiamenti populistici.⁶⁶

Les masses chez Togliatti – suivant ici l'analyse de Heller – n'étaient plus identifiables uniquement comme un phénomène de la lutte de classe: il s'aperçoit, le premier, que sur le plan de la réflexion historique, la première guerre mondiale avait rendu irréversible la cession de la souveraineté aux masses, celles-ci constituant désormais un facteur d'instabilité que la crise économique ne faisait qu'accroître jour après jour et, paradoxalement, le majeur élément d'instabilité au sein du régime fasciste.⁶⁷

L'analyse de Togliatti de 1935 pourrait apparaître comme un aboutissement de l'analyse du juriste de Weimar, dans la mesure où cette dernière peut être considérée jusqu'à présent comme une efficace histoire des idéologies politiques et juridiques et des institutions de la période fasciste et pré-fasciste, sa limite consistant dans le fait de considérer le monde des « valeurs » en soi, comme isolé du contexte économique et social. Puisque les contenus économiques et sociaux, en revanche, comme le souligne Johannes Agnoli, ne sont pas interchangeables car ils n'expriment pas les contenus de l'idéologie mais de la pratique, l'histoire du fascisme, en d'autres termes, peut être comprise et évaluée scientifiquement comme histoire dans un sens fort et non comme pure histoire de l'idéologie.⁶⁸ Le même impératif de l'unité du peuple dans l'Etat, voire la confiance dans l'Etat comme moment d'intégration et de pacification des conflits politiques et sociaux, qui est une composante fondamentale de la *Staatslehre* chez

66 ASOR ROSA, *Scrittori e popolo* [1988: 80]. Ainsi, dans un discours aux ouvriers de Dalmine, le 20 mars 1919, Benito Mussolini reliait la consécration au rôle développé par les ouvriers et les paysans pendant la guerre patriotique à la valeur éthique du travail: « È il lavoro, che nelle trincee ha consacrato il suo diritto a non essere più fatica, misera o disperazione, perché deve diventare gioia, orgoglio, creazione, conquista di uomini liberi nella patria libera e grande, entro e oltre i confini ». Cité dans VOLPE, *Storia del movimento fascista* [1939: 28].

67 C'est la distance avec Heller, en suivant la lecture qu'en donne Carlo Amirante dans son dense essai introductif à *Europa und Fascismus*: L'elemento che consente a Mussolini ed al movimento fascista di presentare la soluzione corporativa quale alternativa al capitalismo liberale ed al comunismo, quale 'terza via' è appunto la sua capacità di proporsi come garante della modernizzazione capitalista all'insegna di una strategia di integrazione della lotta di classe e del principio della « sovranità dell'interesse nazionale ». È proprio questo aspetto che viene qui in sostanza trascurato ed altrove considerato in modo insufficiente. Ainsi: Questo punto debole della critica dell'ideologia di Heller gli impedisce fra l'altro di cogliere i peculiari aspetti economici e sociali dei problemi analizzati per cui viene trascurato proprio l'aspetto centrale, cioè la 'necessità' per il movimento fascista, nella sua fase di sviluppo, di una polemica col capitalismo moderno e con concezioni ad esso immanenti. AMIRANTE, *Premessa a Heller, L'Europa e il fascismo* [1931, 1985: 18].

68 AGNOLI, *Zur Faschismus-Diskussion* (II), in *Politologie*, 4 [1968: 36-38].

Heller⁶⁹, crée presque un pont vers les conceptions de Smend et de Schmitt et au-delà des diverses positions politique-idéologiques de ces trois auteurs.⁷⁰

6. La conception de l'État et de la Constitution chez Smend et Heller

La référence à Rudolf Smend semble intéressante dans ce contexte par l'idée de *Kultur* opposée à l'idée française de Civilisation⁷¹, que les pages de son célèbre ouvrage de 1928, *Verfassung und Verfassungsrecht*⁷², repropose à un niveau juridique. Et par la systématisation complexe des pouvoirs, fondée sur l'intégration comme processus circulaire qui en confirme cependant les ambivalences incontournables et les ambiguïtés idéologiques ; *et* par l'idée de l'Etat comme totalité, non de pouvoirs mais de valeurs, que la dissolution de la forme monarchique avait remise en question mais qu'il est possible de proposer à nouveau sur la base de la théorie des fonctions. Plus spécifiquement, qu'il est possible de dépister dans cette activité spécifique à laquelle est confiée la tâche de l'intégration et qui vient donc se trouver au sommet de l'Etat: le gouvernement. Celui-ci, dans la construction smendienne de la doctrine de l'Etat, ne serait pas simplement le nouveau protagoniste du système des pouvoirs qui briserait la classification tripartite des pouvoirs de l'Etat tout en contaminant la juridicité de la structure, mais il devient le moment où se réalise et se rend visible l'essence même étatique. Certes, une réalité spirituelle, appartenant au « monde de la Kultur »⁷³, mais non moins capable de substantialiser la fiction de la personne juridique faisant de l'Etat et du droit deux « provinces »⁷⁴ distinctes et accomplies de la vie spirituelle.

69 Sur ce point, voir le recueil des écrits méthodologiques de Heller sous la direction de Pasquale Pasquino dans HELLER, *La sovranità ed altri scritti sulla dottrina del diritto e dello Stato* [1987b]. Chez Heller, les critiques au normativisme kelsenien débouchent dans la proposition d'une *Staatslehre* comme une *politische Wissenschaft* capable de sauvegarder la spécificité du juridique – et donc de l'Etat – par un syncrétisme méthodologique pouvant conjuguer la dogmatique juridique avec la complexité historique et sociologique de la dimension constitutionnelle, et par là même récupérer l'Etat comme « sujet historique-politique ». HELLER, *Osservazioni sulla problematica attuale della teoria dello Stato e del diritto* [1929, 1987b: 371].

70 Sur ce point, des indications intéressantes chez PREUSS, *Dominio politico e sistema costituzionale* [1985: 29 et ss].

71 L'idée française de *Civilisation* était dérivée de la Révolution et se concrétisait dans les institutions démocratiques, dans la possibilité de vote des citoyens, dans la garantie des droits individuels, que les Allemands ne rejetaient certainement pas. Ils pensaient cependant posséder dans leur tradition culturelle un élément ultérieur et supérieur représenté par l'identité humaine, retrouvée dans la philosophie: l'affirmation du potentiel moral de l'individu qui transcende chaque élément contingent de l'histoire institutionnelle. Plus proche de l'idée de *Civilisation* exprimée par la doctrine publiciste française, entre autres par Carré de Malberg, par ailleurs critique sous plusieurs aspects de la prééminence du Parlement dans les équilibres constitutionnels de la Troisième République, Herman Heller offre des solutions faisant appel aux notions classiques du droit public, telles que celle de peuple, de souveraineté populaire, de représentation, de volonté générale, dont la Constitution de Weimar est constituée mais dont les constitutionnalistes allemands n'ont pas encore compris l'importance. Tout particulièrement, la souveraineté populaire représente un fruit trop récent et précaire de la réalité constitutionnelle allemande pour que l'on puisse mettre de côté, en la stigmatisant, une « fiction grossière » des constituants de 1789, ainsi que le fait Hans Kelsen dans *Das Problem des Parlamentarismus* de 1925.

72 Voir la traduction italienne SMEND, *Costituzione e diritto costituzionale* [1928, 1988: 60 et ss.], avec une intéressante introduction de Gustavo Zagrebelsky.

73 ZAGREBELSKY, *Introduzione* [1928, 1988: 10]. En sauvetage de la réalité spirituelle de l'Etat, mais passant de l'intégration fonctionnelle à l'intégration matérielle, contribuent également les droits fondamentaux: les *Grundrechten* se découvrent ainsi comme des facteurs centraux de l'intégration dans un processus de « communautarisation » qui révèle le moment fondateur de légitimation d'un « univers de valeurs pour l'essentiel non problématique » dont la monarchie était le symbole et la représentation. SMEND, *Costituzione e diritto costituzionale* [1928, 1988: 183].

74 SMEND, *Costituzione e diritto costituzionale* [1928, 1988: 169].

L'Etat comme « *realer Willensverband* », comme « union réelle de volontés », construit comme un « mouvement circulaire » capable de réaliser l'unité d'action d'une volonté commune par la communautarisation des volontés individuelles⁷⁵, est déjà *préconstitué* dans la *Staatslehre* comme totalité de valeurs, comme communauté de vie spirituelle dotée de sens. Tout en citant un passage chez Heller soulignant que l'on ne pourra jamais mettre assez en garde contre la conception qui fait consister « l'Etat dans un ensemble d'actions humaines, d'une part, et l'Etat dans un ordonnement idéal, d'autre part »⁷⁶, l'individuation de trois types d'intégration – personnelle, fonctionnelle et matérielle – lui permet de garantir la démonstration de l'existence de l'Etat comme synthèse sociale.⁷⁷

Le parcours méthodologique de Heller, qui l'amène à l'affirmation de « la réalité de l'unité étatique et de la volonté de l'Etat », et qui se fonde sur les potentialités unificatrices de la décision souveraine, n'a rien à voir avec un processus d'intégration, mais plutôt avec la recherche d'une source de validité de l'ordre juridique qui soit étrangère à sa logique normative et découlant directement de la richesse sociologique du politique. La souveraineté, dans son incontournable théorique, exprime en premier lieu, sur un plan méthodologique, un « problème sociologique du droit et éthique de la liberté »⁷⁸ – ici l'attaque est adressée à Kelsen – à investiguer dans la « situation normale formalisée par le droit »⁷⁹. D'ailleurs, les « options politiques de qui résout le conflit politique-social dans un droit d'exception » ne sont-elles pas déjà évidentes ?⁸⁰ C'est la question que pose réthoriquement Heller (en se référant idéalement à Schmitt).

Il s'agit de retracer dans l'historicité et l'éthicité du processus de formation une unité souveraine de la volonté et une source de validité du droit, en pleine cohérence donc aux nouveautés constitutionnelles de l'après-guerre et à la dissolution du principe monarchique, conduisant à un normativisme qui n'unifie pas seulement pour empêcher une (incontournable) *regressio ad infinitum* et qui ne signifie pas simplement une unité de type logique-systématique. Une unité retracée dans le même processus historique par la formation progressive d'un sujet

75 En réalité, Smend ne parviendrait pas à identifier l'Etat dans un super-sujet tel que Kelsen semble le croire dans sa critique de la « vie naturelle de l'Etat » ou bien de l'organicisme smendien; se référant à la notion de « cercle clos », l'Etat est considéré comme *Gesamterlebnis*. Par conséquent, ce n'est pas une personne superindividuelle, car la totalité est et demeure la seule « structure unitaire » des participations individuelles à l'expérience complète vécue. Voir SMEND, *Costituzione e diritto costituzionale* [1928, 1988: 71]. L'incommunicabilité entre les deux juristes ne dépend pas uniquement d'une évaluation différente de la méthode phénoménologique de Litt (voir LUTHER, *Rudolf Smend: genesi e sviluppo della dottrina dell'integrazione* [1987: 187-190]), car pour Kelsen il faut rejeter la prétention théologique d'un Etat qui puisse aboutir à la dimension normative avec déjà ses propres lois, nécessaires et immuables, de ce fait démontrant de posséder une réalité et une unité déjà définies indépendamment de son identification à l'ordre juridique, lui apparaissant comme une insoutenable *realer Geist*, réel et idéal ensemble.

76 HELLER, *La sovranità* [1987b: 149].

77 Sur les trois types d'intégration, GOZZI, *La crisi della dottrina dello stato nell'età di Weimar* [1987: 144].

78 HELLER, *La crisi della dottrina dello Stato* [1987b: 51].

79 HELLER, *La sovranità* [1987b: 149].

80 HELLER, *La sovranità* [1987b: 131].

adéquat de la souveraineté, une « volonté réelle », c'est-à-dire un sujet capable de décider et donc de positiver l'ordre juridique.⁸¹ Par conséquent, l'Etat ne devient pas, comme « auto-formation politique »⁸² une « réalité spirituelle », mais simple « action collective humaine »⁸³.

Les différents rôles des personnes – le problème des leaders (*Führung*) –, des fonctions – élections, débats parlementaires, formation du cabinet, referendum populaire⁸⁴ – et des valeurs – véritable moment théologique de réalisation d'une totalité – dans la détermination d'une « communauté dominante »⁸⁵ constituent en revanche l'objet même d'une doctrine de l'Etat chez Smend, en dévoilant la « loi structurelle »⁸⁶ qui demeure à son tour contraignante pour la théorie constitutionnelle même. La théorie des fonctions se limite donc à décrire la contribution de chaque pouvoir au processus d'intégration ; ce sont les valeurs réalisées par les différents pouvoirs à guider ce nouveau schéma de classification.

Une fois annoncé le « miracle » de l'existence de l'Etat – selon l'expression critique utilisée par Kelsen pour souligner la différence de principe entre *normative Staatslehre* et *Integration Theorie* –, l'Etat maintient sa « substance spécifique » devant « la réglementation juridique à travers sa constitution »⁸⁷. Comme l'a efficacement remarqué Zagrebelsky dans son essai introductif à Smend, la constitution ne peut qu'avoir un caractère secondaire, puisque son « sens » ne peut se référer qu'à un processus d'intégration dont – sur le plan théorique de la doctrine de l'Etat – les lois nécessaires de son développement sont déjà déterminées.⁸⁸ Ainsi, les conflits entre forces politiques et sociales ne sont pas sauvegardés dans leur tension constitutive, spécifiquement dans le texte constitutionnel en tant que la forme de la rationalisation

81 Voir, plus spécifiquement, « Sovranità e positività » et « La realtà dell'unità statale e della volontà dello Stato », dans HELLER, *La sovranità* [1987b].

82 SMEND, *Costituzione e diritto costituzionale* [1928, 1988: 125].

83 HELLER, *La sovranità* [1987b: 148]. En fait, Smend lui-même reconnaîtra par la suite avoir « surévalué la structure unitaire de l'Etat en lieu de la comprendre comme une simple unité d'action », selon les thèses de Heller. SMEND, *Dottrina dell'integrazione* [1956: 278].

84 L'intégration fonctionnelle concerne les formes et les procédures qui – de même que pour le leader de l'intégration personnelle – contribuent à la formation et à la préservation de l'unité politique. Smend énumère différents types d'intégration fonctionnelle, par exemple en faisant mention des rythmes et des chansons utilisées dans le développement de certains travaux manuels, des formes liturgiques et des rites de religions différentes, des défilés militaires et des exercices de gymnastique. Sur le plan proprement politique, l'intégration fonctionnelle peut être contractuelle ou liée à la *Herrschaft*. La première est celle des régimes parlementaires et concerne la « lutte constitutionnellement prévue de type parlementaire ou plébiscitaire ». SMEND, *Costituzione e diritto costituzionale* [1928, 1988: 97]. Il convient cependant de souligner que Smend ici ne se réfère pas tant à la rationalité de ces procédures, à leur capacité à produire des lois orientées vers le bien commun, mais plutôt au fait qu'elles « intègrent, à savoir créent chaque fois, pour leur part, l'individualité politique du peuple dans son ensemble » (SMEND, 1988: 94). À cette même fin est orientée la *Herrschaft*: « l'assujettissement à la même *Herrschaft* sous tous ses aspects – écrit Smend – signifie aussi et surtout, à côté de la communauté de valeurs qui en est conditionnée, la communauté d'expériences de vie liées à ces fonctions formelles de la communauté » (SMEND, 1988: 98).

85 SMEND, *Costituzione e diritto costituzionale* [1928, 1988: 101].

86 SMEND, *Costituzione e diritto costituzionale* [1928, 1988: 101].

87 SMEND, *Costituzione e diritto costituzionale* [1928, 1988: 148]. Nous citons la version italienne en raison de l'introduction de Gustavo Zagrebelsky à laquelle nous ferons référence à maintes reprises.

88 ZAGREBELSKY, *Introduzione* à Smend, *Costituzione e diritto costituzionale* [1928, 1988: 25]. Pour Smend, en effet, « la constitution est l'ordre juridique de l'Etat, plus précisément de la vie où celui-ci trouve sa réalité, c'est-à-dire de son processus d'intégration ». SMEND, *Costituzione e diritto costituzionale* [1928, 1988: 150].

juridique du conflit social et des forces qui l'expriment⁸⁹, mais déjà composés dans une nouvelle synthèse, la loi structurelle de l'Etat qui n'exalte pas le conflit mais au contraire le détermine *a priori*. Ce qui est particulièrement évident pour les partis politiques dans la systématisation smendienne. Si pour les organes suprêmes la règle est de « coopération intégrative », celle-ci n'est justement pas valable « pour les forces politiques sur lesquelles s'appuie la constitution », et pourtant, cette « intégration négative » valable pour les partis et les groupes parlementaires est comprise plutôt dans le sens de « ne pas déranger le processus d'intégration »⁹⁰: intégration et dimension politique – au moins celle conflictuelle – continuent à être séparées sans pour autant être problématisées.⁹¹

Or, selon « le plus weimarien parmi les juristes italiens », Costantino Mortati, les raisons de l'effondrement de Weimar peuvent être vues dans « l'absence d'une démocratisation des corps intermédiaires, de leur effective utilisation et de leur coordination, outre dans les rapports réciproques, même dans les rapports avec l'Etat »⁹².

Tout cela est important dans la mesure où il est possible de repérer ou récupérer des espaces de résistance dans l'idée de Constitution: l'expérience de Weimar signifiait avant tout le refus, le dépassement du préfascisme, de l'Etat libéral du XIX^e siècle.

Références bibliographiques

- ABENSOUR, Miguel. Pour une philosophie politique critique? *Tumultes*, n. 17-18, 2002, p. 207-258.
- _____. *La démocratie contre l'Etat: Marx et le moment machiavélien*. Paris: Félin, 2004.
- AGNOLI, Johannes. Zur Faschismus-Diskussion (II). *Politologie*, n. 4, 1968, p. 36-38.
- AGOSTI, Aldo (org.). *Togliatti e la fondazione dello stato democratico*. Milano: Franco Angeli, 1986.
- ARRIGO, Gianni; VARDARO, Gaetano. *Laboratorio Weimar: conflitti e diritto del lavoro nella Germania prenazista*. Roma: Lavoro, 1982.

89 BASSO, *Il principe senza scettro* [1958, 1998].

90 SMEND, *Costituzione e diritto costituzionale* [1928, 1988: 277].

91 Par ailleurs, trente ans après, Smend même écrit à propos de la doctrine de l'intégration avoir accentué l'aspect de l'unification plutôt que celui de la spécificité du droit et donc des tensions existantes entre faits et normes. Voir SMEND, *Dottrina dell'integrazione* [1956: 277]. Le processus d'intégration ne constituait donc pas qu'une simple image pour décrire la confrontation entre les forces politiques, dans ce sens plus générique d'« intégration politique » propre au démocratisme libéral de Hans Kelsen qui se réfère simplement à la « nécessité des coalitions des partis » dans son écrit *Das Problem des Parlamentarismus* (1925) et, toujours en se référant à la démocratie et au principe majoritaire, déjà dans *Wom Wesen und Wert der Demokratie* (1920-21) met en garde sur les effets d'une super-évaluation, vu que « die Praxis der Demokratie könne niemals vollkommen erreichen, was ihre Theorie in der Fiktion voraussetzt: die Einehit des Volkes ». Chez Smend, il devrait être désormais clair, il s'agit du mode même de se « réaliser » de la réalité spirituelle de l'Etat.

92 MORTATI, *Introduzione alla costituzione di Weimar* [1946, 1972: 345]. « Toute société dont émerge et à laquelle se trouve associée une formation étatique particulière possède sa normativité intrinsèque, qui lui vient précisément de la façon dont elle s'ordonne autour de forces ou de fins politiques ». MORTATI, *Costituzione*, entrée de l'*Enciclopedia del diritto* [145]. Aussi MORTATI, *La Costituzione in senso materiale* [1940, 1998]. C'est donc sur la base de la « constitution matérielle » que « la constitution formelle est délimitée par les forces constituant politiquement la société: elles forment la constitution matérielle à travers d'incessants compromis institutionnels. Ce n'est pas une norme préexistante, mais un mouvement incessant qui est à la base de la constitution et qui en détermine le dispositif dynamique ». NEGRI, *Le pouvoir constituant* [1992, 1997: 13].

- ASOR ROSA, Alberto. *Scrittori e popolo*. Torino: Einaudi, 1988.
- BASSO, Lelio. *Il principe senza scettro*. Milano: Feltrinelli, 1958.
- BENTHOUMI, Hourya; GRANGÉ, Ninon; KUPIEC, Anne; SAADA, Julie (orgs.). *Le souci du droit. Où en est la théorie critique?* Paris: Sens & Tonka, 2009.
- BIANCONI, Giovanni. *Eseguendo la sentenza*. Torino: Einaudi, 2010.
- BISCIONE, Francesco M. *Il delitto Moro e le derive della democrazia*. Roma: Ediesse, 2012.
- BOLAFFI, Dalla “kollektive Demokratie” al “doppio Stato” nell’analisi di Ernst Fraenkel. In: COLOTTI, Enzo (org.). *L’Internazionale operaia e socialista tra le due guerre*. Milano: Feltrinelli, 1985, p. 1065-1091.
- CALAMANDREI, P.; CASSESE, S.; UNGARI, P; et al. *Il regime fascista*. Bologna: Mulino, 1974.
- CERRONI, Umberto. *Marx e il diritto moderno*. Roma: Editori Riuniti, 1972.
- DE FELICE, Renzo. *Il fascismo. Le interpretazioni dei contemporanei e degli storici*. Bari: Laterza, 1998.
- _____. *Le interpretazioni del fascismo*. Bari: Laterza, 2000.
- DELEUZE, Gilles; GUATTARI, Félix. *L’Anti-Œdipe: capitalismo et schizophrénie*. Paris: Éditions de Minuit, 1972.
- DERRIDA, Jacques. *Séminaire La bête et le souverain*. Vol. 1 (2001-2002). Paris: Galilée, 2008.
- DOGLIANI, Mario. La concezione della Costituzione in Togliatti. In: MONINA, Giancarlo; GUERRIERI, Sandro; FRANCESCHINI, Claudia (orgs.). *Le idee costituzionali della Resistenza*. Roma: Presidenza del consiglio dei ministri, 1997.
- FERRO, Marc. *Cinéma et histoire*. Paris: Folio, 1993.
- FOA, Vittorio. *La Gerusalemme rimandata*. Torino: Einaudi, 2009.
- _____. *Questo Novecento*. Torino: Einaudi, 2009.
- _____. *Scelte di vita*. Torino: Einaudi, 2010.
- GENEL, Katia. *Autorité et émancipation: Horkheimer et la théorie critique*. Paris: Payot, 2013.
- GENTILE, Emilio. *La via italiana al totalitarismo*. Roma: Carocci, 2001.
- GOLINO, Enzo. *Parola di Duce*. Milano: Rizzoli, 2010.
- GRAMSCI, Antonio. *La costruzione del partito comunista 1923-1926*. Torino: Einaudi, 1971.
- HABERMAS, Jürgen. *Droit et démocratie*. Paris: Gallimard, 1997.
- _____. *L’espace public*. Paris: Payot, 1988.
- _____. L’identité des Allemands. Une fois encore. In: *Écrits politiques*. Paris: Flammarion, 1999, p. 319-344.
- HELLER, Hermann. *L’Europa e il fascismo*. Milano: Giuffrè, 1987.
- _____. *La sovranità ed altri scritti sulla dottrina del diritto e dello Stato*. Milano: Giuffrè, 1987.
- HOBBSAWM, Eric. *Et le monde changea*. Arles: Actes Sud, 2011.
- HORKHEIMER, Max. *Théorie traditionnelle et théorie critique*. Paris: Gallimard, 1974.
- KELSEN, Hans. *La teoria politica del bolscevismo e altri saggi*. Milano: Il Saggiatore, 1981.
- _____. *Socialismo e Stato: una ricerca sulla teoria politica dei marxismo*. Bari: De Donato, 1978.

- KIRCHHEIMER, Otto. The legal order of National Socialism. *Studies in philosophy and social science*, v. 9, n. 3, 1941, p. 456-475.
- KOSELLECK, Reinhart. *Le Futur passé*. Paris: EHESS, 1990.
- LEVI, Carlo. *Il dovere dei tempi*. Roma: Donzelli, 2004.
- _____. *L'Orologio*. Torino: Einaudi, 2006.
- LEVINAS, Emmanuel. *Quelques réflexions sur la philosophie de l'hitlérisme*. Paris: Payot et Rivages, 1997.
- LUZZATTO, Sergio. *Il corpo del duce*. Torino: Einaudi, 2011.
- MAGLIACANE, Alessia; RUBINO, Francesco. *Forme e crisi della norma-stato*. Trento: Uniservice, 2009.
- _____. *Peggio. La violenza, il Reale*. Trento: Tangram, 2013.
- MAGLIACANE, Alessia. *Continuité de la Résistance, rupture de l'Histoire*. Firenze: Classi Edizioni, 2016.
- _____. *Emanciper la bourgeoisie! Le marxisme malchanceux de Gramsci e Gobetti*. Firenze: Classi Edizioni, 2016.
- _____. *Imago of Revolution*. Firenze: Classi Edizioni, 2015.
- _____. A testa in giù. Introduzione alla psicologia di massa di una costituzione antifascista. In PAGLIARINI – RIBEIRO (orgs.). *Sociedades e Direito*. Rio de Janeiro: GZ Editora, 2013, pp. 18-41.
- MARX, Karl. Per la critica dell'economia politica (1959). In: *Opere*. Vol. 30. Roma: Editori Riuniti, 1986, p. 295-452.
- MAYER, Arno J. Dynamics of counterrevolution in Europe. New York: Harper & Row, 1971.
- MISSIROLI, Antonio. Socialdemocrazia, intellettuali e marxismo dalla "Neue Zeit" ai "Die Gesellschaft". *Passato e presente*, n. 6, 1984, p. 29-62.
- MORTATI, Costantino. *Introduzione alla costituzione di Weimar*. In: *Raccolta di scritti*. Vol. 4. Milano: Giuffrè, 1972.
- _____. *La Costituzione in senso materiale*. Milano: Giuffrè, 1940.
- MOSSE, George. *L'uomo e le masse nelle ideologie nazionaliste*. Bari: Laterza, 1980.
- _____. *La nazionalizzazione delle masse*. Bologna: Mulino, 2004.
- _____. *La révolution fasciste. Vers une théorie générale du fascisme*. Paris: Seuil, 2003.
- MOUFFE, Chantal. *The democratic paradox*. New York: Verso, 2009.
- MÜLLER, Christoph. Hans Kelsens Staatslehre und die marxistische Staatstheorie in organisationslogischer Sicht. In: *Reine Rechtslehre und marxistische Rechtstheorie*. Wien: Manz, 1978, p. 167-261.
- NATTA, Alessandro. *Togliatti in Parlamento*. Roma: Editori Riuniti, 1988.
- NEGRI, Antonio. *Marx au de-là de Marx*. Paris: L'Harmattan, 1996.
- _____. *Le pouvoir constituant*. Paris: PUF, 1997.
- NEUMANN, Franz. *Béhémoth*. Paris: Payot, 1987.
- _____. Der Funktionswandel des Gesetzes im Recht der bürgerlichen Gesellschaft. *Zeitschrift für Sozialforschung*, n. 6, 1937, p. 542-596.
- _____. *The democratic and the authoritarian State*. New York: Free Press, 1957.

- NEUMANN, Sigmund. *Permanent Revolution*. New York: Harper and brothers, 1942.
- PAVONE, Claudio. La seconda guerra mondiale: una guerra civile europea? In: RANZATO, Gabriele (org.). *Guerre fratricide*. Torino: Bolatti Boringhieri, 1994, p. 86-128.
- PAXTON, Robert O. *Le fascisme en action*. Paris: Seuil, 2004.
- POLLOCK, Frederick. Is National Socialism a New Order? *Studies in philosophy and social science*, v. 9, n. 2, 1941, p. 440-445.
- _____. State Capitalism: its possibilities and limitations. *Studies in philosophy and social science*, v. 9, n. 2, 1941, p. 200-225.
- POMBENI, Paolo. *Demagogia e tirannide: uno studio sulla forma-partito del fascismo*. Bologna: Mulino, 1984.
- PORTINARO, Pier Paolo. Staatslehre und sozialistischer Dezisionismus. In: MÜLLER, C.; STAFF, I. (orgs.). *Der soziale Rechtsstaat. Gedachtnisschrift für Hermann Heller 1891-1933*. Baden-Baden: Nomos, 1984, p. 573-584.
- QUAZZA, Guido. Storia del fascismo e storia d'Italia. In: QUAZZA, Guido (org.). *Fascismo e società italiana*. Torino: Einaudi, 1973, p. 5-43.
- RUNCINI, Romolo. *La parola e il gesto dal futurismo al fascismo*. Napoli: La Città del Sole, 2008.
- RUSCONI, G.E. La «kollektive Demokratie» di Fraenkel e il corporativismo contemporaneo. *Giornale di diritto del lavoro e di relazioni industriali*, n. 2, 1980.
- SAPELLI, Giulio. *La classe operaia durante il fascismo*. Milano: Feltrinelli, 1981.
- SALVATI, Mariuccia. *Da Berlino a New York: crisi della classe media e futuro della democrazia nelle scienze sociali*. Milano: Mondadori Bruno, 2000.
- SCHEUERMAN, William E. *Between the Norm and the Exception: the Frankfurt School and the Rule of Law*. Cambridge: MIT Press, 1997.
- SCHEUERMAN, William E. (org.). *The rule of law under siege*. Berkeley: University of California Press, 1996.
- SCHMITT, Carl. *Staat, Bewegung, Volk. Die Dreigliederung der politischen Einheit*. Hamburg: Hanseatische Verlagsanstalt, 1933.
- SERRA, Maurizio. Sui miti fascisti e la crisi storica dell'umanesimo borghese negli anni trenta. *Storia contemporanea*, n. 4/5, 1983, p. 577-601.
- SMEND, Rudolf. *Costituzione e diritto costituzionale*. Milano: Giuffrè, 1988.
- TOGLIATTI, Palmiro. *Corso sugli avversari: le lezioni sul fascismo*. Torino: Einaudi, 2010.
- _____. *Opere*. 6 vols. Roma: Editori Riuniti, 1973-1984.
- TRAVERSO, Enzo. *Le totalitarisme*. Paris: Seuil, 2001.

SOBRE O AUTOR:

Alessia Magliacane (Nápoles, 1979),

Vive em Paris, onde é pesquisadora no Centre Georg Simmel e doutora em Direito e Ciências Sociais na École des Etudes etudes en ciências sociais de Paris e em Estética e estudos culturais na Universidade de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. *Visiting Professor* da UFRGS (Universidade Federal do Rio Grande do Sul) e da UFBA (Universidade Federal de Salvador da Bahia), suas atividades de pesquisa são focadas sobre os aspectos filosóficos da Revolução ao longo das épocas e as lutas das resistências europeias na era contemporânea até hoje. Suas publicações, traduzidas em diferentes idiomas, incluem dentre as principais mais recentes: *Rosa, Lénine et la Révolution* (2019); *Zero. Revolução e crítica da Raison* (2017); *To Blue* (2017) sobre Black music e Black power; *The Imago of Revolution* (2017) sobre consciência de classe e psicanálise; *Sade. The Beijing Conference* (2015), focada na violência revolucionária na literatura e na psicanálise a partir de Sade; *Peggio. La violenza, il Reale* (com Francesco Rubino, 2013) focado no “affaire Moro” em quanto golpe italiano; *Un monde parfait. Géographies de l’Amérique imaginaire* (2013) e *Monstres, fantasmés, dieux, souverains* (2012) sobre a contração simbólica da mente em Sade, Dick, Planck e Bene. Atualmente, ela dirige a editora Classi e é diretora da revista política internacional *Sovrastrutture* e colunista do jornal *Tribuna da Bahia*.